



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

**S/PV.2982
5 avril 1991**

FRANCAIS

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 2982e SEANCE

**Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 5 avril 1991, à 17 h 20**

Président : M. NOTERDAEME

(Belgique)

Membres : Autriche
Chine
Côte d'Ivoire
Cuba
Equateur
Etats-Unis d'Amérique
France
Inde
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Yémen
Zaïre
Zimbabwe

M. HOHENFELLNER
M. LI Daoyu
M. BECHIO
M. ALARCON de QUESADA
M. AYALA LASSO
M. PICKERING
M. ROCHEREAU de LA SABLIERE
M. GHAREKHAN
M. MUNTEANU

Sir David HANNAY

M. VORONTSOV
M. AL-ASHTAL
M. KIBIDI NGOVUKA
M. ZENENGA

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 17 h 20.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LETRE DATEE DU 2 AVRIL 1991, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/22435)

LETRE DATEE DU 4 AVRIL 1991, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/22442)

Le **PRESIDENT** : Je voudrais informer le Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, de la République islamique d'Iran, de l'Irlande, de l'Iraq, de l'Italie, du Luxembourg, du Pakistan, des Pays-Bas, de la Suède et de la Turquie, des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Al-Anbari (Iraq) prend place à la table du Conseil; M. Rantzau (Allemagne), M. Mortensen (Danemark), M. Vigueira (Espagne), M. Kharrazi (République islamique d'Iran), M. Hayes (Irlande), M. Scialoja (Italie), M. Feyder (Luxembourg), M. Marker (Pakistan), M. Van Schaik (Pays-Bas), M. Eliasson (Suède) et M. Aksin (Turquie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le **PRESIDENT** : Le Conseil de sécurité va maintenant commencer l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil se réunit comme suite aux demandes présentées dans une lettre datée du 2 avril 1991, adressée au Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (document S/22435) et dans une lettre datée du 4 avril 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (document S/22442), respectivement.

Le Président

Les membres du Conseil sont saisis du document S/22448, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par la France et la Belgique. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Je voudrais également appeler l'attention des membres du Conseil sur les documents suivants : S/22436 et S/22447, lettres datées des 3 et 4 avril 1991, respectivement, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/22440, lettre datée du 3 avril 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies; et S/22443, lettre datée du 4 avril 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le premier orateur est le représentant de la Turquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. AKSIN (Turquie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à exprimer la grande satisfaction de ma délégation de vous voir, vous le représentant d'un pays ami, présider les travaux du Conseil au cours de ce mois. Nous sommes certains que votre compétence et votre expérience assureront le succès des délibérations du Conseil. Je tiens également à exprimer notre admiration pour la façon très habile dont l'Ambassadeur Hohenfellner, de l'Autriche, a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois de mars si fertile en événements. Je souhaite la bienvenue à l'Ambassadeur Jean-Jacques Bechio, nouveau Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a pris place au Conseil de sécurité.

La Turquie a demandé la convocation de cette séance du Conseil de sécurité en raison de la grave menace à la paix et à la sécurité dans la région que représentent les événements tragiques qui ont lieu en Iraq. Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance.

Dans les efforts qu'ils font pour réprimer les diverses insurrections qui ont lieu dans le pays, les forces armées irakiennes ont attaqué des villes et d'autres localités à l'aide d'hélicoptères, de chars et de l'artillerie. Cette utilisation sans aucun discernement de tirs meurtriers a obligé les habitants des localités attaquées à fuir pour chercher refuge ailleurs. Des villes entières sont aujourd'hui désertées par suite de ces actes. La situation dans la partie nord du pays près des frontières de la Turquie et de l'Iran est particulièrement alarmante.

M. Aksin (Turquie)

Lorsque nous avons écrit, il y a trois jours, la lettre demandant la convocation de cette réunion, plus de 200 000, voire peut-être 300 000, personnes avaient dû fuir vers la frontière entre l'Iraq et la Turquie. Plus de 100 000 d'entre elles ont franchi la frontière et sont aujourd'hui en Turquie. Des informations nous sont parvenues selon lesquelles quelque 600 000 personnes de plus sont actuellement en route vers la frontière turque.

Il s'agit d'une région montagneuse éloignée. Le froid y est intense à cette époque de l'année. Ces personnes démunies, qui sont exposées aux éléments, sont des Kurdes, des Arabes et des Turkmènes. Ces personnes déplacées sont aussi bien des musulmans sunnites et chiites que des chrétiens. Nombre d'entre elles sont des femmes et des enfants. Tous sont en danger de mort. Les groupes qui se trouvent près de la frontière ont subi un feu de mortiers intense. De nombreux projectiles ont d'ailleurs atterri du côté turc de la frontière.

Mon gouvernement a convoqué l'Ambassadeur iraquien pour le mettre sérieusement en garde contre la poursuite de ces attaques contre des civils sans défense et pour exiger la cessation immédiate de cet emploi impitoyable d'armes puissantes.

On ne saurait justifier ce qui se passe dans le nord de l'Iraq en disant qu'il s'agit d'une affaire intérieure de ce pays. Etant donné l'ampleur de la tragédie humaine et ses répercussions sur le plan international, ce conseil ne saurait se laisser reléguer au rôle de simple spectateur pendant que se déroulent ces événements catastrophiques.

Il est inutile d'entrer dans les détails de la menace que représentent ces événements pour la sécurité de la région. Dans les conditions de chaos total qui règnent actuellement dans le nord de l'Iraq, il est concevable qu'un million de personnes soient forcées de quitter ce pays pour se rendre en Turquie. Aucun pays n'est en mesure de faire face à un tel afflux massif de personnes démunies, en fuite pour sauver leurs vies. La Turquie ne peut pas admettre que ses provinces frontalières soient envahies par une telle marée de personnes déplacées.

Nous attendons du Conseil qu'il prenne d'urgence des mesures énergiques pour assurer la cessation immédiate de la répression exercée contre les habitants de cette région. Le Conseil doit adresser un message clair à l'Iraq exigeant le respect des frontières internationales de même que le respect des droits de l'homme. C'est seulement de cette façon que les pressions terribles qui s'exercent sur les gens massés aux frontières de l'Iraq pourront être allégées.

M. Aksin (Turquie)

Par ailleurs, nous sommes tenus de prendre toutes les mesures que nous estimerons nécessaires pour empêcher que l'anarchie et le chaos qui règnent du côté iraquien ne s'étendent à notre pays.

Cela ne veut pas dire que nous sommes insensibles à la tragédie qui se déroule dans notre pays voisin, l'Iraq. Nous avons la plus grande sympathie et la plus grande compassion pour le sort tragique des victimes de cette catastrophe causée par l'homme. Rappelons que pendant l'été 1988, la Turquie a admis plus de 60 000 Iraquiens dans des circonstances analogues. Mais la dimension de cette calamité est sans comparaison avec ce qui s'est produit en 1988. Nos efforts pour apporter une assistance humanitaire sont dépassés de loin par l'ampleur des besoins de ces personnes déracinées. Nous avons fourni de la nourriture par camions entiers et nous avons apporté des services médicaux aux personnes indigentes qui se trouvent à nos frontières. Des efforts sont faits pour fournir un abri temporaire à ceux qui sont déjà passés en Turquie.

Mais, manifestement, il s'agit d'une opération qui exige l'appui plein et généreux de la communauté internationale. Le fardeau économique que représente la prise en charge des victimes de la guerre civile est trop lourd pour être assumé par un seul pays. Le Secrétaire général devrait être prié d'envoyer de toute urgence une mission humanitaire dans la région pour évaluer la situation, pour rendre compte de l'ampleur des besoins en termes d'assistance humanitaire et pour proposer des mécanismes pour la distribution de cette assistance aux personnes déplacées.

Avant de conclure, j'aimerais préciser très clairement qu'en demandant la convocation du Conseil de sécurité, nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans les affaires intérieures de l'Iraq. Nous reconnaissons l'Article 2, paragraphe 7, de la Charte, et nous pensons qu'il doit être respecté scrupuleusement. Les mesures que nous avons prises ont été prises en raison de la menace que représentent les méthodes de répression de l'Iraq pour la stabilité, la sécurité et la paix dans la région. Nous appuyons fermement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de l'Iraq. Nous pensons que cette indépendance, cette souveraineté et cette intégrité devraient être protégées sans recourir à des méthodes qui auront des répercussions directes sur la sécurité des voisins de l'Iraq. Nous nous félicitons de la nouvelle selon laquelle l'Iraq a déclaré une

M. Aksin (Turquie)

amnistie, et nous espérons qu'elle sera suivie de mesures fermes qui conduiront à la réconciliation et convaincront les personnes déplacées qu'elles peuvent retourner en toute sécurité dans leurs foyers en Iraq.

Le **PRESIDENT** : Je remercie le représentant de la Turquie des propos aimables qu'il m'a adressés.

L'orateur suivant est le représentant du Pakistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MARKER (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter chaleureusement au nom de ma délégation de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Nous sommes certains que vos talents de diplomate, votre expérience et votre profonde connaissance des questions dont nous sommes saisis orienteront les travaux du Conseil vers l'issue la plus positive.

Je souhaite également féliciter, au nom de ma délégation, votre prédécesseur, l'Ambassadeur Peter Hohenfellner, de l'Autriche, pour la façon excellente dont il a mené les délibérations du Conseil pendant le mois de mars.

Par votre intermédiaire, je voudrais en outre souhaiter chaleureusement la bienvenue à l'Ambassadeur Jean-Jacques Bechio, Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je suis convaincu que sa sagesse, son expérience et ses talents de diplomate aideront le Conseil à s'acquitter de sa tâche.

Nous venons d'assister à une guerre malheureuse, tragique et sanglante dans la région du golfe Persique. Pendant que cette région souffre encore des effets de la guerre, et au moment où les peuples ravagés et brisés de l'Iraq et du Koweït continuent de lutter pour leur existence dans des conditions où même les nécessités les plus élémentaires de la vie font défaut, nous nous trouvons face à une situation dans laquelle une grande partie de la population iraquienne continue d'être victime de tueries et d'actes de destruction.

Ma délégation souhaite souligner d'emblée que, par principe, le Pakistan s'oppose à toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures de tout pays, quel qu'il soit, et ceci en particulier dans le cas d'un pays musulman frère, dont l'intégrité territoriale doit être pleinement respectée. En même temps, nous ne saurions cacher notre consternation face aux atteintes aux droits de l'homme qui se produisent actuellement en Iraq et face à la mort et à la destruction qui se poursuivent dans ce pays ravagé.

M. Marker (Pakistan)

Lors d'une réunion précédente du Conseil de sécurité pendant le conflit récent, ma délégation a exprimé l'angoisse et la préoccupation du peuple pakistanais face au nombre des victimes parmi la population civile iraquienne innocente du fait des bombardements. Les mêmes sentiments de préoccupation pour ce qui est de la sécurité et du bien-être du peuple iraquien oblige une fois de plus ma délégation à prendre la parole au Conseil et à appeler à la modération.

Bien que la libération du Koweït soit complète, nombreux sont les Iraquiens qui ne connaissent pas encore la paix et qui sont depuis quelques semaines la cible d'une répression très grave. L'intensité des représailles et des opérations militaires a forcé un grand nombre des victimes, parmi lesquelles les femmes et enfants sont nombreux, à abandonner leurs foyers et à s'enfuir vers les frontières de l'Iran et de la Turquie. On signale qu'environ 220 000 réfugiés irakiens se trouvent le long de la seule frontière turque, et un nombre tout aussi important a cherché asile en Iran.

Pour le Pakistan, qui a abrité plus de 3 millions d'Afghans au cours de la dernière décennie, le sort des Iraquiens qui fuient leur propre pays est particulièrement troublant et douloureux. Le Pakistan s'est toujours opposé aux violations des droits de l'homme dans toutes les régions du monde et continuera d'élever sa voix contre la violence sous toutes ses formes. Mon pays est donc profondément préoccupé face aux violations actuelles des droits de l'homme à l'égard des Kurdes et d'autres citoyens irakiens. Nous demandons l'arrêt des actions militaires et demandons instamment la compassion et le recours aux négociations pacifiques en vue du règlement de ces questions.

Ma délégation appuiera toutes les mesures que le Conseil de sécurité prendra pour parvenir à ces objectifs et pour empêcher de nouvelles pertes de vies humaines précieuses.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pakistan pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

L'orateur suivant est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. KHARRAZI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer les félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Je suis certain que le Conseil tirera parti de votre sagesse, de votre expérience et de votre leadership dans l'exécution de ses tâches importantes au cours de ce mois. Permettez-moi aussi de remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de l'Autriche, qui, avec sa réputation bien méritée d'intégrité et de compétence professionnelle, a si bien dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

La République islamique d'Iran, qui partage une longue frontière ainsi que des liens historiques, religieux et culturels avec l'Iraq, a assisté avec une préoccupation et une tristesse profondes aux événements survenus en Iraq au cours des derniers mois. Tout au long de la crise qui a commencé avec l'occupation du Koweït par l'Iraq, la République islamique d'Iran s'est activement efforcée d'atténuer les souffrances du peuple iraquien par des moyens tant sur le plan diplomatique qu'humanitaire. Notre volonté de ne pas nous mêler aux hostilités malgré toutes les difficultés, notre attachement à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des pays de la région, y compris le Koweït et l'Iraq, notre opposition à la présence à long terme de forces étrangères dans la région, nos efforts pour tenter de réduire au minimum les souffrances des peuples koweïtien et iraquien, nos tentatives pour mettre rapidement fin à l'effusion de sang dans la guerre entre l'Iraq et les forces de la coalition et la préserver, notre ferme opposition au bombardement des secteurs civils en Iraq, et notre insistance sur la nécessité de maintenir le caractère sacré des villes saintes en Iraq ont été les caractéristiques principales de notre politique s'agissant des hostilités récentes.

Les mêmes principes régissent notre attitude en ce qui concerne les horribles événements qui se produisent en Iraq aujourd'hui. Cette fois encore, malgré toutes les pressions et dans les circonstances extrêmement difficiles résultant de la brutalité sans précédent avec laquelle le soulèvement est écrasé en Iraq, nous nous sommes abstenus d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Iraq. Mais, en

M. Kharrazi (République islamique d'Iran)

tant que pays voisin ayant des liens religieux et culturels profonds avec le peuple de l'Iraq, le peuple et le Gouvernement de l'Iran ne peuvent rester indifférents devant les souffrances indescriptibles du peuple iraquien et les mesures aveugles prises par les forces armées iraquiennes contre des civils innocents, tout comme nous ne sommes pas restés silencieux face aux souffrances infligées par les forces alliées.

Animé par notre grand désir de prévenir la tragédie actuelle en Iraq, le Président de la République islamique d'Iran, dans les toutes premières phases du soulèvement, a appelé le Gouvernement de l'Iraq à s'entendre avec son peuple, à se soumettre à sa volonté et à adopter une attitude de conciliation plutôt que d'affrontement et de répression. Nous regrettons que cet appel à la raison n'ait pas été entendu par les dirigeants irakiens, tout comme sont restées sans réponse nos tentatives dans un autre contexte durant le tragique affrontement militaire.

Mon pays a eu le devoir humanitaire d'assurer un refuge, jusqu'à hier midi, à plus de 110 000 civils irakiens fuyant devant les forces armées de leur propre gouvernement. Beaucoup d'autres ont tenté de franchir la frontière pour se rendre en Iran. Selon les derniers renseignements, le nombre de réfugiés dépasse maintenant 180 000, y compris environ 120 000 dans le Nord. Cela démontre que l'afflux dans le Nord croît à un rythme incroyablement rapide, bien qu'il ait ralenti et se poursuive plus lentement dans le Sud. Les estimations les plus prudentes indiquent que le nombre de civils irakiens qui chercheront refuge en Iran dans les prochains jours sera d'un demi-million.

D'autres pays voisins font également face à un afflux semblable de civils fuyant devant l'armée iraquienne. Cela a ajouté une autre dimension internationale à la crise en Iraq, menaçant la sécurité des pays voisins et comportant des possibilités de déstabilisation supplémentaire des relations entre les Etats de notre région. De plus, l'ampleur du problème des réfugiés en ce qui a trait à leur nombre, au rythme et à la vitesse de l'afflux, ainsi qu'à la gravité des blessures et des problèmes de certains des réfugiés, fait que la solution efficace de ce problème humanitaire dépasse la capacité de chacun des pays de la région. Par conséquent, la nécessité d'un effort international concerté pour traiter tant des causes de la crise que de ses manifestations immédiates s'impose.

En plus de la lourde tâche de fournir un abri aux victimes innocentes de cette tragédie, nous avons pu entendre les horribles récits détaillés de la répression relatés par ses victimes. Ces récits, de même que les preuves disponibles,

M. Kharrazi (République islamique d'Iran)

laissent entendre que les forces armées irakiennes recourent à des méthodes aveugles et à des armes non classiques contre la population des régions touchées. Ces victimes, dont les récits sont maintenant corroborés par des images télévisées, mentionnent aussi des violations sans précédent de lieux saints en Iraq.

Il est clair que la situation en Iraq, en raison de sa gravité et de ses effets sur les pays voisins, a des conséquences qui menacent la paix et la sécurité régionales et internationales. Nous croyons qu'il incombe au Conseil de sécurité de prendre des mesures immédiates pour mettre rapidement fin aux souffrances du peuple iraquien.

Le **PRESIDENT** : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Iraq, à qui je donne maintenant la parole.

M. AL-ANEARI (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Depuis le 6 août de l'année dernière, l'Iraq a été et continue d'être victime d'un embargo aérien, terrestre et maritime, qui a eu pour conséquence de priver le peuple iraquien de tout et même de vivres et de médicaments. Comme les membres du Conseil le savent, les Etats-Unis et leurs alliés se livrent depuis le 16 janvier 1991 à des attaques aériennes contre les villes et les villages irakiens, attaques menées sans interruption 24 heures sur 24, semant la désolation dans les zones urbaines et rurales et tuant sans distinction civils et militaires.

Les dégâts causés par cette campagne de bombardements sans précédent ont été résumés par la mission des Nations Unies qui s'est rendue récemment en Iraq, selon laquelle l'Iraq, du fait de la destruction de son économie, de ses infrastructures de base et de tous les moyens nécessaires à notre époque à la vie de tous les jours de la population comme du personnel militaire, est retombé à l'ère pré-industrielle.

Tel est le résultat de l'agression menée contre l'Iraq, une agression qui a abouti aux conséquences que tout le monde connaît. Les souffrances du peuple iraquien dans nombre de villes et de villages - en raison de la famine ou du manque total d'eau potable ou d'électricité - ont conduit de nombreux Irakiens, à la suite de la destruction de leurs maisons, de leurs moyens de nourriture, à chercher à se procurer des vivres, des médicaments et un abri dans le Nord.

Aujourd'hui, nous voyons ceux-là mêmes qui ont perpétré ces crimes et cette agression contre le peuple iraquien verser des larmes de crocodile face au sort malheureux et aux souffrances du peuple iraquien.

J'ai eu l'occasion, suivant en cela les instructions reçues de mon gouvernement, de présenter des documents qui condamnent les actes d'intervention étrangère commis par certains Etats voisins - actes très regrettables -, en vue d'essayer de semer la division dans les villes et les villages irakiens, dans le Sud et dans le Nord. Nous sommes en possession de solides preuves, obtenues de ceux qui ont été emprisonnés ou de ceux qui ont avoué avoir commis des actes de sabotage et de destruction dans plusieurs villes et villages de toutes les parties de l'Iraq - au Nord, au Sud et dans le centre du pays -, de l'intervention de ces Etats voisins dans les affaires intérieures de l'Iraq et de leur tentative de déstabilisation de l'Iraq et peut-être même de partage de l'Iraq en de nombreux mini-Etats.

M. Al-Anbari (Iraq)

Malgré cela, nous continuons d'entendre dire que cette guerre injuste n'a pas été menée contre le peuple iraquien. Pourtant, nous constatons aussi que toutes les résolutions du Conseil de sécurité mettent l'accent sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq et rejettent l'intervention dans les affaires intérieures de l'Iraq. Mais ces mêmes Etats poursuivent leurs tentatives de partage de l'Iraq et d'annihilation de sa population et continuent de tenter d'intervenir dans nos affaires intérieures.

Le présent projet de résolution lui-même est une intervention illégitime flagrante dans les affaires intérieures de l'Iraq et une violation de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui interdit l'intervention dans les affaires intérieures des autres Etats.

Je crois qu'au lieu de verser des larmes et d'en appeler aux organisations humanitaires internationales pour qu'elles viennent en aide au peuple iraquien, le Conseil de sécurité aurait dû plutôt prendre une mesure essentielle à l'atténuation de la pression et des souffrances du peuple iraquien, à savoir lever l'embargo économique, permettant ainsi au peuple iraquien d'acheter des vivres et des médicaments et de se procurer tous les biens nécessaires au retour à une vie normale dans le pays.

Nous avons tous pu voir sur nos écrans de télévision de quelle façon certains saboteurs se sont infiltrés en Iraq au travers de la frontière et ont semé la destruction dans plusieurs villes et villages du pays et tué de nombreuses personnes innocentes. De quelle façon le Conseil de sécurité s'attendait-il à ce que le Gouvernement et l'armée irakiens réagissent? Devions-nous permettre à ces saboteurs de commettre leurs crimes ou devions-nous nous efforcer de protéger la population civile et assurer l'ordre public dans le pays? En fait, c'est ce qui s'est passé, Dieu merci. La paix et la stabilité sont revenues dans tous les coins de notre Iraq bien-aimé. Oui, les saboteurs se sont enfuis avant d'avoir à affronter l'armée iraquienne. Ils ont cherché refuge au-delà des frontières et, recourant à la terreur et l'intimidation, ils ont réussi au passage à convaincre nombre de citoyens innocents, en particulier dans le Nord de l'Iraq, à quitter le pays et à se diriger vers les frontières internationales du nord et de l'est du pays.

Nous avons dit que tous les citoyens irakiens peuvent retourner à n'importe quel moment dans leurs villes et dans leurs foyers. En outre, le Gouvernement iraquien a déclaré hier une amnistie générale en faveur de tous ceux qui ont

M. Al-Anbari (Iraq)

enfreint la loi, à l'exception de ceux qui ont commis des crimes graves et des meurtres, lesquels seront poursuivis en justice. Mais tous les autres ont été amnistiés de tous les crimes et infractions qu'ils ont commis avant de quitter le pays.

Par ailleurs, ce matin, conformément aux instructions que j'ai reçues de mon gouvernement, j'ai informé le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'Organisation que le Gouvernement iraquien accueille favorablement l'idée de l'envoi en Iraq d'une mission internationale devant être constituée par le Secrétaire général ou le Conseil de sécurité, mission qui aura toutes les garanties de liberté de mouvement et de communication, de façon que ses membres puissent se rendre compte par eux-mêmes de la véritable situation et présenter ensuite leur rapport au Conseil ou au Secrétaire général.

J'avais espéré que le Conseil de sécurité attendrait de connaître la véritable situation à l'issue de cette mission avant de s'empreser - comme il en a pris l'habitude ces derniers mois - d'établir un rapport qui, avec tout le respect que je dois à ses auteurs et à ceux qui voteront en sa faveur, n'offre aucun espoir concret au peuple iraquien, à l'exception de son premier alinéa. Hormis cet alinéa, il apparaît comme une condamnation du Gouvernement iraquien. Il ne constitue pas seulement une condamnation de la victime, mais cherche plutôt à revendiquer l'innocence des agresseurs qui ont déclenché une campagne de destruction contre l'Iraq, ainsi que des Etats qui tentent de fomenter la division en Iraq et ont envoyé des saboteurs détruire les villes et les villages de mon pays.

M. Al-Anbani (Iraq)

Au lieu de condamner ces parties, les auteurs de ce projet de résolution demandent maintenant au Conseil de sécurité de condamner l'Iraq, plutôt que de l'aider.

Je crois que tous ont le devoir d'aider l'Iraq, en cette période critique, pour qu'il se relève après toutes les destructions dont il a fait l'objet, d'une part en levant toutes les sanctions économiques et d'autre part en attendant le retour de la mission qui pourrait être envoyée en Iraq par le Secrétaire général ou le Conseil de sécurité pour établir les faits tels qu'ils sont réellement, sans exagération et objectifs égoïstes de telle ou telle partie.

Le PRESIDENT : Je voudrais maintenant informer les membres du Conseil que je viens de recevoir des représentants de la Norvège et du Portugal des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur le point inscrit à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Comme il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Huslid (Norvège) et M. Da Costa Pereira (Portugal) occupent les places qui leur sont réservées sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objection, je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Je vais maintenant donner la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration avant le vote.

M. MUNTEANU (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait faire une déclaration avant le vote sur le projet de résolution contenu dans le document S/22448.

Tout d'abord, ma délégation voudrait souligner le fait que la situation en Iraq est extrêmement sérieuse et alarmante. Il est vraiment compréhensible que la communauté internationale soit profondément préoccupée par la répression armée inhumaine de grande envergure à laquelle se livrent les autorités irakiennes

M. Munteanu (Roumanie)

contre leur propre population. Les mesures entreprises par l'Iraq contre sa population sont très correctement décrites comme une violation de toutes les normes de comportement et de tous les engagements pris par l'Iraq découlant d'instruments juridiques internationaux de respecter et de protéger les droits de l'homme fondamentaux et les libertés de tous ses citoyens.

Comme le souligne le projet de résolution dont le Conseil est saisi, cette répression armée a conduit à un courant massif de réfugiés à travers les frontières internationales de l'Iraq. En fait, c'est un exode massif d'une ampleur profondément troublante. Ce courant massif de réfugiés est une source de nombreuses souffrances humaines. La position de la Roumanie sur l'aspect essentiel de ce projet de résolution a été récemment présentée par la Roumanie, lorsqu'elle a participé à l'adoption sans vote, le 18 décembre 1990, de la résolution 45/153 de l'Assemblée générale, intitulée "Droits de l'homme et exodes massifs".

Nous sommes bien entendu profondément troublés par l'intensité et l'ampleur sans cesse accrues des exodes de réfugiés et des déplacements de population dans un grand nombre de régions du monde et par la souffrance de millions de réfugiés et de personnes déplacées. En même temps, nous connaissons le fardeau croissant qu'imposent surtout aux pays voisins pauvres et à la communauté internationale dans son ensemble cet exode massif et ce déplacement de population soudains. Comme d'autres pays, nous voudrions exprimer notre inquiétude devant les conséquences graves et d'une portée considérable que peut avoir ce nombre massif de réfugiés sur la sécurité et la stabilité des pays voisins, et son impact négatif global sur l'infrastructure de base et le développement économique et social de ces pays.

Nous attendons de l'Iraq qu'il garantisse le respect des normes internationales applicables au titre des instruments internationaux en la matière. A cet égard, l'Iraq doit mettre immédiatement fin aux atrocités commises contre sa population et dont le résultat est le déracinement d'un grand nombre de personnes.

En même temps, la communauté internationale ne peut rester impassible devant tant de souffrance humaine. En fait, la communauté internationale est confrontée à un grand problème humanitaire, et le système des Nations Unies doit faire de son mieux pour répondre de toute urgence aux besoins critiques de tous les réfugiés et de la population iraquienne déplacée.

M. Munteanu (Roumanie)

De ce point de vue, la délégation roumaine félicite la délégation française de l'initiative qu'elle a prise en préparant le projet de résolution dont nous sommes saisis, qui porte sur une question humanitaire aux dimensions dramatiques, voire tragiques. Nous vous sommes également reconnaissants, Monsieur le Président, de la sagesse et de la patience dont vous avez fait preuve dans le processus de négociation du projet de résolution.

Les questions qui touchent la situation de divers segments ou de certains éléments de la population des points de vue ethnique, linguistique ou religieux relèvent de la compétence nationale des Etats. A cet égard, personne ne peut ignorer le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui stipule que

"Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte..."

Nous sommes donc très heureux de voir qu'il a été dûment tenu compte de cette disposition fondamentale de la Charte dans le projet de résolution dont nous sommes saisis.

Si nous convenons - et c'est le cas - que nous devons traiter de cette question humanitaire importante et d'une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales, il nous faut tenir compte du fait que la coopération de tous les Etats est nécessaire à la solution de ce problème. Nous nous félicitons à cet égard du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution, qui lance un appel à tous les Etats et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts de secours humanitaire. C'est là un élément très positif de ce projet. En effet, il est généralement reconnu au sein des Nations Unies que la coopération humanitaire doit apporter une contribution efficace et pratique à la prévention des violations massives et flagrantes des droits de l'homme.

Nous convenons tous que la répression armée de la population iraquienne peut susciter une préoccupation légitime de la communauté internationale. Notre action dans ce domaine doit se baser sur les principes de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité. Le projet de résolution à l'examen ne doit pas créer un précédent qui pourrait être utilisé - ou dont on pourrait abuser - à

M. Munteanu (Roumanie)

l'avenir pour parvenir à des fins politiques. Si nous voulons démontrer que notre approche de cette question est sans parti pris et juste, nous devons souligner son caractère réellement humanitaire, traitant d'un cas d'espèce découlant de la guerre du Golfe, et nous devons, de façon responsable, éviter toutes implications potentielles qui pourraient mettre en danger l'action actuelle et future du Conseil de sécurité.

M. Munteanu (Roumanie)

Aujourd'hui, la Roumanie est un pays démocratique qui se nourrit du noble héritage de la révolution de décembre 1989. Nous sommes pleinement conscients du prix de notre liberté et nous en sommes fiers. Nous conservons dans notre mémoire collective le véritable sens de la répression que le peuple roumain a subie sous l'ancien régime.

Nous sommes sensibles aux souffrances humaines des autres peuples et, dans le cas qui nous occupe, nous sommes conscients de la situation alarmante qui existe en Iraq et de la nécessité de prendre des mesures appropriées pour mettre fin à la répression inhumaine à laquelle on se livre sur une vaste échelle contre la population iraquienne. Nous appuyons sans réserve de pareilles mesures.

Mais nous savons aussi qu'à cet égard la solidarité des membres du Conseil de sécurité est essentielle. Comme ma délégation l'a dit en d'autres occasions, cette solidarité est la garantie du succès de notre action. Par conséquent, il faut l'encourager et la conforter. Il faut se garder de tout précédent susceptible d'éroder cette solidarité, et nous devons tout faire pour la renforcer.

C'est dans cet esprit et à la lumière de ces considérations que ma délégation votera pour le projet de résolution contenu dans le document S/22448.

M. AL-ASHTAL (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Chacun sait que les guerres touchent d'abord les populations civiles. En vérité, les populations civiles sont les premières victimes des guerres. Tel est le cas en Iraq aujourd'hui. La population iraquienne a souffert pendant huit mois de l'embargo imposé à l'Iraq puis elle a souffert de la guerre. Aujourd'hui, le peuple iraquien souffre de l'instabilité, des troubles et de l'agitation à l'intérieur du pays.

Depuis le début, la délégation du Yémen s'est opposée à la guerre, et nous avons exprimé notre appui, notre sympathie et notre solidarité à l'égard de la population civile de l'Iraq. Nous l'avons fait hier et nous le faisons encore aujourd'hui. Nous exprimons notre appui et notre sympathie aux Iraquiens qui sont maintenant en butte à toutes sortes de souffrances à travers le pays. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'efforce d'alléger les souffrances de la population iraquienne. Nous saisissons cette occasion pour remercier le Secrétaire général, qui a mobilisé les énergies du système des Nations Unies pour venir en aide à la population civile. De même, nous nous félicitons que de si nombreux pays aient offert de prêter assistance aux Iraquiens, réfugiés et autres.

M. Al-Ashtal (Yémen)

Nous aurions appuyé le projet de résolution s'il s'était limité à traiter de questions humanitaires. Il existe dans le système des Nations Unies de nombreux organes qui ont compétence pour ce faire. Or, le projet de résolution dont le Conseil est actuellement saisi, s'il traite bien des problèmes humanitaires auxquels le peuple iraquien est confronté, ne se concentre que sur une seule région et une seule catégorie de la population iraquienne. Nous nous sommes opposés au projet de résolution car il tente de politiser la question humanitaire, ce qui, du reste, pour nous, est l'idée maîtresse du projet de résolution.

Le projet de résolution prétend que nous sommes en présence d'un problème menaçant la paix et la sécurité internationales. Nous ne partageons pas ce point de vue. Il n'y a pas de conflit ou de guerre transfrontières entre l'Iraq et ses voisins. En outre, le projet de résolution fait allusion aux événements politiques à l'intérieur de l'Iraq. Or, conformément à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, le Conseil ne peut intervenir dans les affaires intérieures d'un pays. De plus, le projet de résolution appelle à un dialogue interne, et c'est là de toute évidence une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Iraq.

Toutefois, notre position à l'égard du projet de résolution se fonde non seulement sur certaines de ses dispositions, mais également sur le fait que l'ensemble de la question ne relève pas de la compétence du Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité n'a pour mandat que de sauvegarder la paix et la sécurité internationales. D'après nous, le projet de résolution crée un précédent dangereux susceptible de détourner le Conseil de ses fonctions et responsabilités premières, qui sont de sauvegarder la paix et la sécurité internationales et de l'amener à s'occuper des affaires intérieures des pays.

Quel Etat, grand ou petit, n'a pas de problèmes intérieurs? Quel Etat n'a pas, à un moment ou à un autre, rencontré de difficultés internes ou connu de problèmes transfrontières? Nous estimons que le texte du projet de résolution est la première digression de la règle qui veut que l'on s'en tienne strictement aux responsabilités du Conseil en vertu de la Charte. Pendant les 40 dernières années, le Conseil s'est toujours abstenu d'intervenir dans les affaires intérieures des Etats.

Mercredi dernier, lorsque le Conseil a voté sur la résolution 687 (1991), j'ai souligné dans ma déclaration que nous assistions à une tendance croissante de la part du Conseil de sécurité à contourner la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution d'aujourd'hui en est un nouvel exemple.

M. Al-Ashtal (Yémen)

L'on nous dit que l'un des piliers du nouvel ordre mondial est le respect du droit et la primauté du droit. Voilà qui nous donne des raisons d'espérer. Or, dans la pratique, nous assistons à un recul par rapport au droit et à la primauté du droit et, dans certains cas, à une tentative de contourner le droit international à des fins politiques.

M. Al-Ashtal (Yémen)

Ce nouvel ordre mondial est menaçant pour nous. Nous constatons qu'il n'y a plus d'équilibre. En fait, nous voyons là un déséquilibre. Nous constatons que le droit n'est pas strictement appliqué, et si nous n'y prenons garde, cela pourrait nous mener à une modification des règles qui ont contribué à la stabilité observée pendant les quatre dernières décennies. C'est là, en vérité, un monde étrange, qui risque de nous réserver beaucoup de surprises.

M. ZENENGA (Zimbabwe) (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution sur lequel nous allons nous prononcer a trait à une situation très complexe et très délicate. Le Zimbabwe est convaincu que la situation créée dans les régions de l'Iraq auxquelles on se réfère dans le projet de résolution participe essentiellement d'un conflit politique interne.

Nous reconnaissons qu'une situation humanitaire grave découle de ces événements. Toutefois, il s'agit là, à notre avis, d'une question purement interne telle que définie dans le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Nous estimons que la manière proposée dans le projet de résolution dont nous sommes saisis pour faire face à la situation n'est pas compatible avec les paramètres clairement définis de la compétence du Conseil tels qu'énoncés dans la Charte.

Le projet de résolution fait directement allusion à l'affrontement entre le Gouvernement iraquien et sa population. Il exige que le Gouvernement iraquien prenne les mesures spécifiques qu'il préconise en vue de résoudre un conflit interne. A notre avis, cela n'est pas compatible avec la Charte et cela contredit les termes du deuxième alinéa du préambule du texte dont nous sommes saisis.

La situation humanitaire issue des circonstances actuelles nous préoccupe énormément. Nous avons pris note des préoccupations exprimées par les Gouvernements de la Turquie et de la République islamique d'Iran. Nous estimons cependant que cette situation humanitaire grave et la question des réfugiés peuvent être examinées de manière appropriée par les organes idoines de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a pris, à de nombreuses reprises, des mesures promptes et adéquates pour soulager les souffrances des réfugiés par le biais des institutions spécialisées lorsque des situations semblables se sont présentées. Cette situation ne doit pas être traitée de façon différente.

M. Zenenga (Zimbabwe)

Nous sommes certes conscients que les dimensions humanitaires de cette situation ont des répercussions sur les Etats voisins, mais cela ne justifie pas, à notre avis, que le Conseil de sécurité se saisisse d'une question qui relève d'un conflit interne en Iraq.

M. AYALA LASSO (Equateur) (interprétation de l'espagnol) : Depuis plusieurs jours, la presse nous apporte des nouvelles tragiques sur les événements qui affectent la population iraquienne. La tragédie qui nous a été décrite est sans aucun doute grave et a surpris toute la communauté des nations civilisées. Il n'y a aucun pays qui n'ait fait des observations au sujet de ce qui se passe en Iraq, aucun peuple qui n'ait manifesté son indignation et exigé que la communauté internationale agisse pour qu'il soit mis fin à de tels actes. Les mesures assorties de violence et de cruauté qui ont été prises portent atteinte à la conscience même de la communauté des pays civilisés.

C'est sur cette toile de fond que nous examinons le projet de résolution (S/22448) que la France a soumis à l'attention du Conseil.

Pour prendre une position à cet égard, l'Equateur a analysé avec la plus grande attention deux principes fondamentaux consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Le premier est celui du strict respect des droits de l'homme. Nous lisons dans le Préambule de la Charte que nous, peuples des Nations Unies, sommes résolus "à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine", "à préserver les générations futures du fléau de la guerre", et que nous sommes résolus en définitive à faire de ce monde un monde où la race humaine peut vivre.

Toute société, civile ou politique, nationale ou internationale, doit être anthropocentrique car elle naît de l'homme et oeuvre pour le bien de l'homme. Par conséquent, le respect de l'essence de l'être humain est un impératif universel qui doit être accepté et doit être exigé.

L'Equateur est un pays qui a souscrit à tous les accords et à tous les engagements ayant trait aux droits de l'homme. Notre histoire dans ce domaine n'a jamais été mise en doute. Je ne pourrais pas dire que des erreurs n'ont jamais été commises, puisque toute oeuvre humaine est sujette à erreur, mais il ne fait aucun doute que la politique de mon pays a toujours été celle du strict respect des droits de l'homme.

M. Ayala Lasso (Equateur)

Voilà pourquoi il y a plusieurs années - plus d'une décennie -, l'Equateur a présenté une initiative à plusieurs pays de l'Amérique latine qui a abouti à l'établissement d'un document appelé la "Charte de règles de conduite". Le paragraphe 3 de ce document se lit comme suit :

"Les présidents des pays qui souscrivent à ce document conviennent de réitérer l'engagement solennel aux termes duquel le respect des droits de l'homme et des droits politiques, économiques et sociaux constitue une norme fondamentale de la conduite interne des Etats du Groupe andin et la défense de ces droits est une obligation internationale que doivent assumer les Etats; par conséquent, l'action conjointe exercée pour protéger ces droits ne va pas à l'encontre du principe de non-intervention."

Telle est la doctrine que mon pays a toujours considérée comme étant l'un des piliers de base en matière de droits de l'homme pour se prononcer à ce sujet.

Le deuxième principe a trait à la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. En fait, la Charte des Nations Unies considère que c'est là l'un des piliers fondamentaux sur lesquels reposent l'existence même de cette communauté des nations et sa capacité à oeuvrer de manière efficace.

M. Ayala Lasso (Equateur)

C'est un principe qui doit être respecté, aujourd'hui, demain et toujours; c'est un principe qui n'admet pas d'être mis en doute et qui mérite notre adhésion totale.

Néanmoins, l'application de ce principe nous amène à penser que la communauté internationale ne peut rester indifférente devant ce qui se produit en Iraq. Il s'agirait peut-être d'une question qui relève de la compétence intérieure de l'Etat iraquien si elle n'avait pas dépassé le cadre des frontières nationales de ce pays. Le phénomène que nous examinons, en fait, s'est déjà manifesté aux frontières des pays voisins; les effets du recours à la force se font sentir dans deux pays voisins; la pression humaine exercée sur ces frontières par des communautés déplacées comprenant plus d'un million de personnes est une situation qui, cela ne fait aucun doute pour ma délégation, fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales, sort du domaine des affaires intérieures d'un Etat et entraîne des répercussions sur les relations internationales qui pourraient devenir une menace pour la paix. C'est ainsi que l'ont compris les pays qui ont adressé des communications au Conseil, en dénonçant cette situation, en montrant leur inquiétude et en demandant l'adoption de mesures pour ne pas être affectés eux-mêmes directement et immédiatement par ces événements.

En admettant que l'on accepte les raisons que je viens d'exposer, on pourrait dire que le Conseil de sécurité n'est pas l'organe compétent pour examiner cette question, étant donné que le Chapitre IX de la Charte octroie cette compétence à l'Assemblée générale ou au Conseil économique et social. Ce serait vrai si, je le répète encore une fois, il s'agissait d'un cas qui concerne exclusivement la violation des droits de l'homme par un pays, à l'intérieur de ce pays. Mais il s'agit d'une situation qui, je le répète, affecte la paix et la sécurité internationales, et c'est dans ce cadre, à mon avis, que le Conseil a compétence pour en être saisi et se prononcer sur les mesures à prendre en vue de mettre fin à cette situation.

L'Equateur espère que l'Iraq mettra un terme à cette persécution et à cette violence aveugle contre des communautés qui font partie de son propre pays et qu'il rétablira le respect des droits de ces communautés.

J'ai lu il y a quelque temps que l'une de ces communautés se plaignait publiquement d'avoir manqué d'amis tout au long de son histoire. Je crois que tous les peuples du monde devraient montrer aux membres de cette communauté qu'ils ont des amis qui se soucient de leur présent et de leur avenir.

M. Ayala Lasso (Equateur)

Les déclarations que nous venons d'entendre sont salutaires en ce sens que le Gouvernement de l'Iraq a approuvé une amnistie, certes conditionnelle et dont nous ignorons les détails, mais une amnistie qui pourrait être un pas sur la bonne voie.

Il nous semble également encourageant que l'Iraq se soit déclaré prêt à accueillir une mission chargée de vérifier les faits. Le Secrétaire général prendra certainement note de cette offre et agira conformément à l'une des dispositions du projet de résolution dont nous sommes saisis.

Sur la base de ces considérations et tenant compte du fait que dans le texte du projet de résolution on prend clairement en considération le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, du fait que la situation à l'examen représente une menace à la paix et la sécurité internationales, et de la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rendre ce monde meilleur pour ses habitants qui sont les êtres humains dont nous examinons l'avenir, l'Equateur votera en accord avec ces principes.

M. KIBIDI NGOVUKA (Zaïre) : Monsieur le Président, qu'il soit permis, à nouveau, à la délégation du Zaïre de vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de votre tâche en tant que Président du Conseil de sécurité au cours du mois d'avril.

Je profite de cette occasion pour dire à l'Ambassadeur de l'Autriche combien nous avons été comblés par ses nombreuses qualités intellectuelles et diplomatiques, lesquelles lui ont permis de se tirer brillamment d'affaire en tant que Président du Conseil tout au long du mois de mars.

Nous sommes appelés à voter sur un projet de résolution présenté par la France.

Hier, en consultations informelles, nous avons clairement fait savoir que la question évoquée dans ladite résolution était strictement humanitaire, dans la mesure où la répression qui frappe les Kurdes et les autres Iraquiens oblige ces populations à fuir leur pays pour chercher refuge dans les pays voisins, particulièrement en Turquie et en Iran.

Nous pensons que cette situation relève de la politique intérieure iraquienne, mais qu'elle risquerait d'avoir des conséquences qui pourraient aboutir à une menace à la paix et à la sécurité internationales.

M. Kibidi Ngoyuka (Zaïre)

C'est par souci de prévenir la dégradation de la situation politique et économique entre pays d'une région qui a été frappée durement par deux guerres successives menées par l'Iraq contre l'Iran d'une part, et par l'Iraq contre le Koweït d'autre part, que mon pays votera en faveur de ce projet de résolution.

Nous savons que la Charte des Nations Unies ne saurait se prêter à de nombreuses manipulations, car cela conduirait à affaiblir la crédibilité du Conseil, mais il nous faudrait, dans ce cas précis, être clairvoyants pour éviter le pire dans la région.

Nous nous réjouissons donc que les auteurs du projet de résolution aient accepté que les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies figurent dans le préambule de la présente résolution.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Zaïre des paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. BECHIO (Côte d'Ivoire) : Développant l'idée d'un renforcement des pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Pérez de Cuéllar, dans son premier rapport sur la situation de l'Organisation en 1982, a souligné l'idée que les Nations Unies pourraient jouer un rôle préventif dans le cadre du maintien de la paix. Les gouvernements, écrivait-il, peuvent de bien des façons aider activement à renforcer le système que prescrit la Charte. L'une d'elles serait de faire appel au Conseil de sécurité sans attendre jusqu'à la dernière minute. Si le Conseil surveillait de près les situations dangereuses et entreprenait au besoin d'en discuter avec les parties en cause avant que ne soit franchi le seuil critique, peut-être pourrait-on souvent désamorcer les différends en temps voulu pour qu'ils ne dégénèrent pas en conflits.

La récente guerre du Golfe et ses conséquences que nous ne cessons de déplorer ne font qu'éclairer d'un jour nouveau ces paroles pleines de sagesse ainsi que l'importance d'une diplomatie préventive dans les actions que le Conseil de sécurité doit mener dans l'accomplissement de la fonction du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Bechio (Côte d'Ivoire)

Il n'est un secret pour personne que l'exode massif des populations kurdes fuyant la répression en Iraq menace la stabilité des Etats d'accueil. Du reste, les pays concernés, en particulier les voisins de l'Iraq, en ont saisi le Conseil de sécurité. Ils ont exprimé leur inquiétude face à cet afflux important de réfugiés et ont signalé par ailleurs que des obus étaient tombés au-delà de la frontière. Le Conseil peut-il rester sourd à leur appel et se protéger derrière la bannière du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat?

Nous sommes aujourd'hui saisis d'un projet de résolution qui est loin, il faut en convenir, de faire l'unanimité des membres de notre conseil, et les arguments avancés par les uns aussi bien que par les autres sont défendables à certains points de vue.

Mais pour ma délégation, il ne faut pas s'apesantir sur les points qui nous divisent. Il nous faut oeuvrer à la recherche d'un consensus autour des éléments et des faits connus de tous. A cela, il faut ajouter le problème humanitaire pressant que posent ces réfugiés. En effet, des hommes, des femmes, des enfants sont jetés par dizaines de milliers sur les routes, livrés aux intempéries, à la famine, aux bombardements. Le Conseil de sécurité peut-il rester insensible à tant de misère humaine et de souffrances, en évoquant son incompétence à connaître des questions d'ordre humanitaire comme le soutiennent certains?

Quelqu'un disait hier, "Ne perdons pas de vue que plus longs seront nos débats, plus longue sera la liste des victimes". Les pays voisins attirent notre attention sur un risque de rupture de la paix et de la sécurité internationales et sur le danger que représente cet exode massif.

Ma délégation pense que si l'on ne met pas fin à la répression brutale et si une assistance humanitaire d'urgence n'est pas déployée dans les meilleurs délais, il nous faudra, je le crains, nous attendre à des développements qui pourraient nous surprendre. Le projet de résolution qui nous est présenté répond, à notre avis, à ces préoccupations.

En tout état de cause, et quel que soit le ferme engagement que prend la délégation de la Côte d'Ivoire de soutenir les actions propres à mettre fin à la pénible situation dont il s'agit, je ne saurais conclure sans réaffirmer l'attachement de mon pays, la Côte d'Ivoire, au respect du principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, au respect de la

M. Bechio (Côte d'Ivoire)

souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats. La Côte d'Ivoire reste en effet convaincue que seul le respect par tous les Etats de ces principes chers à l'ONU et au Mouvement des non-alignés peut permettre aux Nations Unies de réaliser le rêve de paix et de fraternité universelle.

M. ALARCON de QUESADA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, tout au long des consultations que nous avons eues hier et pendant cette réunion même, il a été fait allusion au rapport qui existe entre le problème que nous examinons et certains principes et normes de la Charte de notre organisation. Je crois que nous sommes tous d'accord sur l'importance du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, qui a été rappelé dans le préambule du projet de résolution dont nous sommes saisis. A notre avis, le Conseil de sécurité a le devoir - le Conseil et tous les Etats Membres des Nations Unies - de respecter cet article dont nous n'avons pas besoin de relire le texte, mais nous avons également le devoir de veiller à ce que ce principe fondamental ne soit pas violé.

Nous avons été frappés par le fait que jusqu'à présent, aucune allusion n'a été faite au cours de nos délibérations à certaines informations qui sont du domaine public et selon lesquelles, manifestement, au moins un des membres permanents de ce conseil se livre depuis quelque temps à des activités qui constituent une ingérence dans les affaires de l'Iraq et qui sont étroitement liées à la question qui est actuellement à l'examen au Conseil.

Je suis certain que plus d'une personne ici présente lit assidûment le New York Times et a sûrement dû voir dans son numéro d'hier une information dont je me permettrai de lire quelques brefs paragraphes.

(L'orateur cite en anglais)

"L'Associated Press, citant des sources 'dans les services des renseignements', a signalé aujourd'hui qu'en janvier, à l'époque environ où il exhortait publiquement le peuple iraquien à renverser Saddam Hussein, M. Bush a signé des ordres secrets autorisant la CIA à aider les factions rebelles à l'intérieur de l'Iraq.

Ces ordres ont été décrits comme accordant une autorité large et générale aux activités clandestines visant à saper la position de M. Hussein et à appuyer les efforts des forces d'opposition à l'intérieur de l'Iraq.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

L'Associated Press disait qu'elle ne savait pas dans quelle mesure l'autorité de la CIA avait été réellement mise à exécution.

Récemment, M. Bush a contourné les questions que des journalistes lui posaient au sujet des éventuels contacts entre les Etats-Unis et les rebelles irakiens. Et, lorsqu'on lui a posé des questions sur une collaboration de ce type lors d'une audition du Congrès il y a deux semaines, le Secrétaire de la Défense, M. Dick Cheney, a simplement dit que c'était un sujet qu'il ne pouvait pas aborder au cours d'une séance publique."

(L'orateur poursuit en espagnol)

De toute évidence, la question que M. Cheney ne pouvait pas aborder publiquement est étroitement liée à une situation qui porte atteinte au principe de non-intervention, qui a force obligatoire aussi bien pour les membres permanents du Conseil de sécurité que pour les autres membres de la communauté internationale.

Si nous exprimons vraiment une préoccupation au sujet du conflit qui, d'après nos informations, se poursuit à l'intérieur du territoire irakien, nous n'avons pas le droit d'ignorer qu'une grande puissance a reconnu ouvertement - d'une façon très difficile à dissimuler - qu'elle avait participé aux efforts visant à renverser le Gouvernement irakien et à intervenir dans la lutte intérieure qui, affirme-t-on, est en cours dans ce pays.

Il s'agit là en tout cas du sujet sur lequel, en vertu de la Charte, le Conseil de sécurité aurait quelque autorité pour se prononcer, mais parler de la situation intérieure de l'Iraq, de l'instabilité qui y régnerait, ou qui régnerait au moins dans une partie du pays, tout en ignorant qu'une grande puissance a ouvertement encouragé et organisé cette situation, est, et c'est le moins que l'on puisse dire, inconséquent.

Le texte du projet de résolution qui nous est proposé passe sous silence cette dimension de l'aspect - disons politique - de la question et fait allusion dans plus d'un paragraphe à des questions qui relèvent de toute évidence de la juridiction interne de l'Etat irakien, en allant à l'encontre de l'alinéa du préambule dans lequel le Conseil rappelle le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

De toute façon, il a également été dit qu'il existe des motifs humanitaires, des préoccupations pour le sort des civils, des femmes, des enfants et des vieillards qui devraient retenir l'attention de la communauté internationale. Nous estimons que ces préoccupations sont légitimes, mais nous croyons que les membres du Conseil ne détiennent pas de pouvoirs spéciaux, de droit divin, mais ont plutôt des obligations qui leur ont été conférées par tous les Membres de l'Organisation et qui sont énoncées dans la Charte. Si l'on considère que la communauté internationale doit se préoccuper, d'une façon ou d'une autre, des dimensions humanitaires propres à la question, le Conseil de sécurité n'a simplement pas le droit de le faire d'une manière spécifiquement interdite par la Charte.

Le Conseil de sécurité a parfaitement le droit d'accomplir ses devoirs et d'exercer ses pouvoirs. En d'autres termes, il a parfaitement le droit d'agir selon les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 24, qui stipule que :

"Les pouvoirs spécifiques accordés au Conseil de sécurité pour lui permettre d'accomplir lesdits devoirs sont définis aux Chapitres VI, VII, VIII et XII."

Ces quatre chapitres dont le Conseil de sécurité tire les pouvoirs qui lui sont accordés - il ne les a pas eus d'office, c'est l'Organisation, l'ensemble des Membres qui les lui a accordés - ne mentionnent pas les questions d'ordre humanitaire au sujet desquelles des préoccupations ont été exprimées dans cette salle. C'est un autre chapitre de la Charte, le Chapitre IX, qui est consacré à ces questions. Mais ce n'est pas en vain que les auteurs de ce document ont clairement établi à l'Article 60 du Chapitre IX que :

"L'Assemblée générale ... [est chargée] de remplir les fonctions de l'Organisation énoncées au présent Chapitre."

Le Conseil de sécurité n'a simplement pas le droit de violer le principe de non-intervention - il n'a pas le droit de s'ingérer indûment dans les affaires intérieures de tout Etat - et n'a pas le droit non plus de s'immiscer dans le champ de compétence d'autres organes de l'Organisation. Si le Conseil de sécurité estime que la question est importante, qu'il faut agir de toute urgence à cet égard, la Charte prévoit également ce qu'il devrait faire.

Je me demande pourquoi il a été impossible de suivre la procédure prévue par la Charte, qui est énoncée à l'Article 20 :

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

"L'Assemblée générale tient une session annuelle régulière et, lorsque les circonstances l'exigent, des sessions extraordinaires. Celles-ci sont convoquées par le Secrétaire général sur la demande du Conseil de sécurité ou de la majorité des Membres des Nations Unies."

Il serait extrêmement simple pour le Conseil d'être à l'écoute des préoccupations exprimées relativement à la situation tout en respectant les dispositions de ce petit ouvrage, qui se transforme de plus en plus en un document clandestin de cette organisation.

Le Conseil de sécurité pourrait convoquer immédiatement l'Assemblée générale et permettre ainsi que la question soit examinée et que des décisions rapides soient prises à son sujet - elle pourrait être convoquée demain : ce ne serait pas la première fois que l'Assemblée générale serait convoquée de toute urgence - mais quelle serait la différence? La Charte serait respectée et nous cesserions d'emprunter une voie dans laquelle cet organe s'arroge des pouvoirs qu'il n'a pas, des fonctions que personne ne lui a accordées, une voie qui s'écarte de la lettre et de l'esprit de la Charte, qui nous amènerait à transformer cette organisation en un système dominé par un groupe oligarchique qui s'attribue des pouvoirs que personne ne lui a accordés et qui impose sa volonté à l'ensemble de l'Organisation.

Je crois qu'il est important, légitime et approprié que nous nous préoccupions de la situation que connaît la population en Iraq ou dans toute autre partie du monde. Il est tout aussi important, légitime et approprié, et de plus en plus urgent, que les Membres de cette organisation se soucient de mettre un terme à la tendance qui leur est imposée, selon laquelle le Conseil et l'Organisation sont dirigés au bénéfice et dans l'intérêt de quelques-uns de ses Membres. Car il s'agit d'une situation qui touche le monde entier, les populations civiles de tous les pays membres ou non membres du Conseil de sécurité ainsi que les intérêts les plus chers et les plus légitimes de toute la communauté internationale.

Par ailleurs, il est un peu surprenant que le Conseil de sécurité aborde les questions humanitaires qui touchent la population civile en Iraq, après avoir tant hésité à les examiner à partir d'informations impartiales, objectives et spécifiques soumises au Conseil sur sa propre demande.

Je ne doute absolument pas qu'il y a en Iraq des milliers de personnes déplacées, des milliers de réfugiés, des milliers de personnes qui cherchent un refuge, un abri et de meilleures conditions de vie. Personne ne peut en douter.

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

Nous avons reçu ici un rapport du Secrétaire général, élaboré à partir de la mission de M. Ahtisaari. Le Conseil a déjà exprimé sa satisfaction à l'égard de cette mission et affirmé, on s'en souviendra, qu'une action immédiate devait être prise. Dans son rapport, M. Ahtisaari décrivait la situation avant le début des bombardements contre l'Iraq :

"Les sanctions décidées par le Conseil de sécurité avaient d'ores et déjà eu des effets sur l'aptitude du pays à alimenter la population."

(S/22366, par. 11)

Telle était la situation avant que ce pays ne subisse ce que nous savons tous, avant que ne se soit produite dans ce pays la destruction que décrit M. Ahtisaari dans son rapport.

Le projet de résolution affirme que l'Iraq doit permettre un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Iraq et "[mettre] à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action". Nous allons agir sérieusement lorsque nous voterons au sujet de cette phrase.

Est-ce que M. Ahtisaari ne nous l'a pas dit plus d'une fois dans son rapport, ne nous a-t-il pas décrit plus d'une fois la situation du transport et des communications, la destruction des infrastructures en Iraq? Ne nous a-t-il pas dit, par exemple, que :

"En ce qui concerne chacun de ces domaines, il existe, sous-tendant notre analyse, une réalité inexorable : du fait de la guerre, les sources viables de combustible et d'électricité (à l'exception d'un petit nombre de générateurs mobiles) et les moyens modernes de communication ont pour l'essentiel pratiquement tous disparu. Cette absence de moyens énergétiques et de moyens de communication ayant des incidences importantes pour l'aide humanitaire d'urgence, elle sera déterminante pour la nature et l'efficacité de l'action internationale." (S/22366, par. 9)

M. Alarcón de Quesada (Cuba)

Mais peut-être avons-nous oublié ce que M. Ahtisaari a signalé dans ses observations finales qui figurent au paragraphe 37 de son rapport? Peut-être avons-nous oublié qu'il a fait remarquer qu'

"Il sera difficile, en effet, voire impossible, de répondre à ces besoins humanitaires immédiats sans assurer l'alimentation en énergie indispensable à cet effet. Les mesures à prendre en ce qui concerne l'énergie consisteront dans un premier temps à importer du pétrole d'urgence et à reconstituer rapidement une capacité limitée de raffinage et de production d'électricité, certains des apports essentiels étant à assurer à partir d'autres pays. Si le nécessaire n'était pas fait sur ce plan, les denrées importées ne pourraient être conservées ni distribuées, l'eau ne pourrait être purifiée, les eaux usées ne pourraient être évacuées ni assainies, les cultures ne pourraient être irriguées, les médicaments ne pourraient être amenés là où ils sont nécessaires, les besoins ne pourraient même pas être évalués comme il convient." (S/22366, par. 37)

M. Ahtisaari a recommandé que le Conseil lève tout au moins les sanctions qui touchent principalement la capacité de nourrir la population civile, d'assainir le pays et de faire face aux graves problèmes sanitaires que connaît l'Iraq.

Ce même Conseil de sécurité qui, il y a quelques heures, a décidé de maintenir un système de contrôle strict sur l'Iraq et de conserver ces sanctions en vigueur exprime par ailleurs ses prétendues préoccupations humanitaires au sujet de la population de l'Iraq, tout en ignorant la réalité et le fait que les problèmes politiques qui peuvent subsister à l'intérieur de l'Iraq ne sont pas étrangers aux actes d'intervention d'une grande puissance et, pis encore peut-être, ignore les obligations très claires que le Conseil avait avant d'entrer dans cette salle, qu'il a durant la présente réunion, qu'il aura au moment de voter, et qu'il continuera d'avoir à l'avenir - à savoir agir en stricte conformité avec les fonctions qui lui ont été attribuées par l'Organisation et ne pas s'imaginer avoir été touché par la grâce divine au point de traiter des divers problèmes du monde à la convenance d'une majorité provisoire.

Ma délégation agira conformément à ces considérations lors du vote.

Le PRESIDENT : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution publié sous la cote S/22448.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Autriche, Belgique, Côte d'Ivoire, Equateur, France, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Zaïre

Votent contre : Cuba, Yémen, Zimbabwe

S'abstiennent : Chine, Inde

Le PRESIDENT : Le résultat du vote est le suivant : 10 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions. Le projet de résolution est donc adopté en tant que résolution 688 (1991).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

M. ROCHEREAU de LA SABLIERE (France) : Que dit la Charte des Nations Unies? Elle s'ouvre sur les mots suivants :

"Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre ... à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine."

Ces mots sont annonciateurs d'une ambition. La Société des Nations a échoué parce qu'elle n'était porteuse que d'un rêve. Confrontée aux réalités, c'est-à-dire à la volonté de puissance agressive de certains Etats, le rêve n'a pas résisté aux soubresauts de l'histoire.

L'Organisation des Nations Unies a démontré son efficacité en mettant un terme à l'agression dont était victime un de ses Membres. Le Conseil de sécurité, qui a adopté pas moins de 14 résolutions en vue de restaurer la paix et la sécurité dans la région, aurait failli à sa tâche s'il avait laissé perdurer sans réagir le massacre de populations entières, l'extermination de civils, femmes et enfants.

Les populations civiles, kurdes en particulier, déjà si cruellement éprouvées dans le passé, sont à nouveau victimes de la violence armée. Il est urgent que cesse la répression brutale qui frappe la population iraquienne et que chacun puisse, au sein de l'Iraq, revendiquer le respect de ses droits et de son identité.

Des violations des droits de l'homme telles que celles actuellement constatées deviennent d'intérêt international lorsqu'elles prennent de telles proportions, atteignant la dimension d'un crime contre l'humanité. Or c'est bien ce qui se

M. Rochereau de La Sablière (France)

passé en Iraq. L'afflux de réfugiés, la poursuite des combats dans les zones frontalières, la multiplication des massacres soulèvent l'indignation et menacent la paix et la sécurité internationales dans la région.

C'est pourquoi la France a pris l'initiative de saisir le Conseil de sécurité du texte de la résolution que nous venons d'adopter. Ce texte est à la fois une condamnation de la répression dont sont victimes les populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Iraq, notamment en zone kurde, mais aussi dans le Sud, un appel au respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens sans discrimination et une demande adressée à l'Iraq pour qu'il permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Iraq.

Ces exigences nous paraissent être le minimum de ce que les membres de la communauté internationale doivent faire pour être à la hauteur des engagements auxquels ils ont souscrit en adhérant à la Charte des Nations Unies; l'expression minimale de la foi qu'ils ont exprimée dans l'égalité de droits des hommes et des femmes de toutes les nations; la traduction la plus évidente de la garantie qu'ils ont donnée qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun.

Aussi la France espère-t-elle que la fin d'un douloureux conflit sera également, pour tous ceux qui l'ont déjà éprouvé sur leur sol, le début de la vraie paix.

M. Li Daoyu (Chine) (interprétation du chinois) : Nous sommes préoccupés par la situation en Iraq et par l'afflux énorme de réfugiés en Turquie et en Iran, tel que cela est décrit dans les lettres émanant des Représentants permanents de ces deux pays, et nous tenons à dire que nous compatissons aux difficultés rencontrées par la Turquie et l'Iran en raison de cet afflux de réfugiés. Toutefois, il s'agit là d'une question extrêmement complexe du fait qu'elle touche également aux affaires intérieures d'un pays.

M. Li Daoyu (Chine)

Selon le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, le Conseil de sécurité ne doit pas examiner de questions touchant les affaires internes d'un Etat ou prendre de décision les concernant.

En ce qui concerne les aspects internationaux de cette question, nous estimons qu'ils devraient être réglés par des voies appropriées.

Nous appuyons le Secrétaire général pour ce qui est de l'octroi d'une aide humanitaire aux réfugiés par les organisations pertinentes.

Partant de la position que je viens d'exposer, nous nous sommes abstenus lors du vote sur la résolution.

M. HOHENFELLNER (Autriche) (interprétation de l'anglais) : En prenant la parole devant le Conseil il y a deux jours, j'ai fait part des graves inquiétudes de mon pays devant les informations reçues sur les affrontements et le carnage en Iraq, et dont les conséquences sont désastreuses pour la population civile, notamment dans la région habitée entre autres par les Kurdes. Entre-temps, la situation a pris une dimension encore plus alarmante. La Turquie et l'Iran ont porté d'urgence à l'attention du Conseil les courants massifs de réfugiés irakiens qui se dirigent vers leurs frontières pour les traverser. La Turquie nous a informés du sort de quelque 220 000 citoyens irakiens, dont beaucoup de femmes et d'enfants, qui se trouvent massés le long de la frontière turque; leur nombre atteint maintenant 550 000. L'Iran estime qu'un nombre à peu près égal de réfugiés va essayer de traverser la frontière de l'Iran dans les prochains jours. Plus de 110 000 civils irakiens l'ont déjà fait, fuyant la répression des forces gouvernementales irakiennes.

Cet énorme courant de réfugiés représente un facteur important de tension et de déstabilisation potentielle dans les pays voisins de l'Iraq et fait ainsi peser une menace sérieuse sur la paix et la sécurité de la région. Afin de sauvegarder les conditions appropriées pour fournir à la population civile l'assistance humanitaire nécessaire, l'Autriche a appuyé les initiatives française et turque dont le but est d'assurer que le Conseil s'acquitte de ses devoirs et de ses responsabilités au titre de la Charte des Nations Unies eu égard au maintien de la paix et de la sécurité internationales et se prononce sans délai sur cette question pressante.

La résolution qui vient d'être adoptée traite, de façon urgente, la question de l'aide humanitaire aux réfugiés et à la population irakienne déplacée. Mon

M. Hohenfellner (Autriche)

pays considère de la plus haute importance qu'un accès immédiat à tous les civils irakiens sur tout le territoire irakien soit accordé aux organisations humanitaires internationales et que l'Iraq, dans toute la mesure possible, leur accorde l'aide nécessaire pour leurs opérations. Le moins que le Conseil puisse faire est d'accorder l'appui le plus ferme possible à un effort humanitaire massif mené par le Secrétaire général et les institutions pertinentes des Nations Unies. L'Autriche a elle-même déjà fait les premiers pas pour fournir une aide humanitaire d'urgence à la population de réfugiés concernés. Compte tenu de la situation exceptionnuellement grave, l'Autriche a demandé au Gouvernement turc d'ouvrir ses frontières aux réfugiés.

M. PICKERING (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis se félicitent chaleureusement de l'adoption de la résolution 688 (1991).

Les Etats-Unis sont profondément préoccupés par le sort des civils déplacés en Iraq, qui souffrent en raison de la brutalité du régime irakien. Ce problème a des conséquences humaines tragiques et a des conséquences sérieuses pour la paix et la sécurité régionales. Nous sommes heureux que le Conseil de sécurité s'en soit saisi de façon urgente. Il s'agit bien entendu d'un cas spécifique qui est apparu dans le sillage de la crise du Golfe.

Le Président Bush a condamné les attaques continues du Gouvernement irakien contre ses propres citoyens - Kurdes et Chiites, et tous les autres, hommes, femmes et enfants qui cherchent à fuir la répression. Nous avons demandé aux dirigeants irakiens de cesser ces attaques immédiatement et de permettre aux organisations internationales de secours de venir en aide à ces gens désespérés. Nous avons exigé que l'Iraq facilite les travaux des organisations internationales appropriées pour garantir que l'aide humanitaire vitale atteigne ceux qui en ont besoin sur l'ensemble du territoire.

Cette résolution exprime l'inquiétude du Conseil devant la situation en Iraq, et la condamnation par le Conseil de la violence continue du Gouvernement irakien envers sa propre population. La résolution exige que l'Iraq s'acquitte de ses responsabilités d'ordre humanitaire. Ce n'est ni le rôle ni l'intention du Conseil de sécurité de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un quelconque Etat. Toutefois, c'est la responsabilité légitime du Conseil de sécurité de répondre aux préoccupations de la Turquie et de la République islamique d'Iran, préoccupations de plus en plus partagées par les autres voisins de l'Iraq, devant la multitude de

M. Pickering (Etats-Unis)

gens qui s'enfuient ou qui s'apprêtent à s'enfuir de l'Iraq par-delà les frontières internationales en raison de la répression et de la brutalité de Saddam Hussein. Les incidences transfrontières du traitement infligé par l'Iraq à sa population civile menace la stabilité régionale. C'est ce dont le Conseil s'est occupé aujourd'hui.

Les Etats-Unis appuient pleinement cette résolution, et ils demandent instamment à tous les Etats de répondre à l'appel du Conseil et de fournir une aide à ceux qui en ont besoin. Pendant toute la crise causée par l'invasion du Koweït par l'Iraq, les Etats-Unis ont contribué généreusement au soin et à l'entretien de ceux qui avaient été déplacés par les politiques inhumaines du Gouvernement iraquien. Nous réagirons de la même façon à ce dernier exemple d'inhumanité.

Le Président Bush a annoncé cet après-midi la décision des Etats-Unis de déployer un nouvel effort important, compte tenu de la tragédie en cours, pour aider les réfugiés irakiens et les personnes déplacées. Dès dimanche, les forces aériennes américaines parachuteront en Iraq du Nord des vivres, des couvertures, des vêtements, des tentes et d'autres articles de secours à l'intention des civils qui souffrent. Nous espérons que le Gouvernement permettra à cet effort de se dérouler sans interférence.

Nous consulterons également les Nations Unies et nos partenaires de la coalition sur la meilleure façon d'aider ces gens à plus long terme. Le Président Bush va bientôt signer un ordre autorisant le déboursement d'une somme allant jusqu'à 10 millions de dollars pour fournir une aide supplémentaire aux réfugiés dans la région; nous avons déjà fourni quelque 35 millions de dollars d'aide aux réfugiés depuis le début de la crise. Nos militaires vont continuer à aider les personnes déplacées au sud de l'Iraq et nous sommes prêts à envoyer une unité médicale militaire à la frontière turque pour aider. En outre, nous allons communiquer au Gouvernement de l'Iran notre volonté d'apporter notre encouragement et notre contribution aux efforts d'aide aux réfugiés qui s'y trouvent. Et nous allons faire des contributions supplémentaires au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et au Comité international de la Croix-Rouge pour des programmes de vaccination à l'intention d'enfants et de civils en Iraq.

Le Président Bush a demandé au Secrétaire d'Etat Baker de se rendre en Turquie, au cours de son voyage au Moyen-Orient, pour rencontrer le Président Ozal

M. Pickering (Etats-Unis)

et pour visiter la région frontalière afin d'évaluer personnellement la situation et de lui faire rapport. Nous espérons sincèrement que la résolution que nous venons d'adopter aujourd'hui enverra un signal clair à l'Iraq et entraînera la réaction souhaitée pour qu'il soit possible de soulager les souffrances de sa population et d'y mettre fin.

M. VORONTSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : L'Union soviétique a réagi avec compréhension et préoccupation à l'appel lancé au Conseil de sécurité par la Turquie et l'Iran à propos de la situation extrêmement alarmante qui s'est développée sur leurs frontières avec l'Iraq et qui crée une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région.

Des centaines de milliers d'habitants pacifiques, y compris des femmes, des vieillards et des enfants, pieds nus et affamés, s'enfuient de l'Iraq par les sentiers de montagne enneigés, sous le feu de l'artillerie et des bombardements aériens, pour essayer de sauver leur vie.

M. Vorontsov (URSS)

Comme il ressort des informations qui nous parviennent, les hostilités menacent de s'étendre aux territoires des pays voisins. La continuelle détérioration de la situation dans cette région, qui se trouve d'ailleurs à proximité immédiate de nos frontières, ne peut que préoccuper sérieusement l'Union soviétique, et cette détérioration est perçue avec inquiétude dans de nombreux autres pays. Nous partageons l'opinion exprimée par le Représentant permanent de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies, à savoir que les conséquences de ces événements pour la paix et la sécurité régionales appellent une action concertée du Conseil de sécurité sur les plans politique et humanitaire.

Dans sa manière d'aborder les problèmes aujourd'hui portés devant le Conseil de sécurité, l'Union soviétique adhère fermement au principe de l'inadmissibilité de toute ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains, comme le prévoient les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Voilà pourquoi nous jugeons important qu'il soit fait mention au début de la résolution du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Seul le peuple iraquien est habilité à tirer les conclusions de l'aventure koweïtienne. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Iraq doivent être garanties. Toutefois, le Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale ont le devoir d'éliminer les raisons qui forcent des centaines de milliers de civils pacifiques à abandonner leur patrie et à chercher refuge dans des pays voisins, ce qui risque de déstabiliser la situation dans cette région et de susciter la menace d'un nouveau conflit international.

Voilà pourquoi le Conseil de sécurité a appelé l'attention sur le fait que la raison principale de l'énorme courant transfrontière de réfugiés réside dans les opérations militaires et la répression exercée à l'encontre de vastes secteurs de la population civile en Iraq. Comme d'autres membres du Conseil de sécurité, l'Union soviétique ne peut demeurer indifférente devant les nouvelles souffrances du peuple iraquien, qui a déjà enduré d'énormes épreuves et toutes sortes de privations. Nous appuyons donc les efforts louables faits par le Secrétaire général des Nations Unies, y compris l'envoi d'une mission spéciale en Iraq, et les efforts déployés par les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies et les organisations humanitaires, nationales et internationales, qui s'emploient par tous les moyens à alléger le sort des réfugiés et à répondre aux problèmes humanitaires du peuple iraquien tout entier.

M. Vorontsov (URSS)

Pour toutes ces raisons, l'Union soviétique a voté pour le projet de résolution parrainé par les délégations de la France et d'autres pays, qui est devenu la résolution 688 (1991) du Conseil de sécurité.

M. GHAREKHAN (Inde) (interprétation de l'anglais) : Tout au long de cette crise tragique, ma délégation n'a cessé de dire sa préoccupation devant la souffrance et la mort de personnes innocentes. Ma délégation est parfaitement consciente de la situation extrêmement instable qui règne en Iraq et de l'horrible tribut payé par son peuple.

Ce n'est que lorsque pareille situation, y compris le recours aveugle à la force, fait peser une menace réelle sur la paix et la sécurité internationales que le Conseil de sécurité est habilité à examiner la question. Ma délégation est gravement préoccupée par l'exode massif de civils de l'Iraq provoqué par ce qui se passe dans ce malheureux pays. La communauté internationale doit leur porter secours et exiger que soient créées les conditions qui leur permettent de rentrer chez eux en toute sécurité et dans la dignité. Elle ne doit pas déterminer ce qu'il convient de faire, car ce serait s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat.

Au vu de la situation qui règne dans la région, ma délégation demande instamment à toutes les parties de faire preuve de modération et de ne rien faire qui puisse l'aggraver davantage. Dans nos délibérations et dans la prise de décisions au Conseil, nous ne devons jamais perdre de vue la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, y compris celle de l'Iraq en l'occurrence. C'est là un principe cardinal des relations internationales qui mérite d'être rappelé au sein de ce Conseil.

Ma délégation estime que le Conseil devrait considérer avec ~~le~~ ^{le} plus grand soin la déclaration du Représentant permanent de l'Iraq dans laquelle il a invité le Secrétaire général ou le Conseil à envoyer une mission d'enquête dans son pays.

Ma délégation a eu l'occasion d'avoir d'étroites consultations avec les auteurs de la résolution qui vient d'être adoptée. Notre but était d'attirer l'attention du Conseil sur la menace réelle ou latente à la paix et à la stabilité de la région plutôt que sur les facteurs à l'origine de la présente situation. Nous pensons que le Conseil aurait dû se concentrer sur l'aspect de la paix et de la sécurité, qui correspond au mandat que lui confère la Charte, et laisser les autres aspects à d'autres organes plus compétents des Nations Unies. C'est dans cet esprit que nous avons suggéré aux auteurs certains amendements pour disposer

M. Gharekhan (Inde)

d'une résolution plus équilibrée et mieux adaptée à cet organe. La réponse qu'on nous a faite était sérieuse et nous l'apprécions. Ma délégation se félicite que l'on ait inclu une mention du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte car cet élément améliore la résolution.

Toutefois, il n'a pas été possible aux auteurs d'accepter l'idée maîtresse de nos amendements, et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes abstenus lors du vote.

Sir David HANNAY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation se réjouit que cette résolution ait été adoptée et de l'avoir parrainée. Notre seul regret, c'est qu'il ait fallu si longtemps au Conseil pour réagir devant cette tragédie humaine qui s'est déroulée sous nos yeux dans les montagnes du nord de l'Iraq au cours des derniers jours. Nous avons une façon de compliquer les choses les plus simples ici, et je crains que la réputation bien méritée d'efficacité acquise récemment par le Conseil n'ait été sérieusement entamée depuis un jour ou deux.

Mais nous sommes à nouveau sur la bonne voie, et nous avons adopté une résolution qui accomplit deux tâches très importantes. Premièrement, elle envoie un message ferme et sans équivoque au Gouvernement de l'Iraq : il doit mettre fin à la répression, au harcèlement et au massacre d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, qui sont à l'origine de cet exode massif vers la Turquie et l'Iran.

Deuxièmement, elle appuie résolument le Secrétaire général, les institutions spécialisées des Nations Unies et toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales dont les efforts sont tellement nécessaires de toute urgence si l'on veut éviter d'autres pertes en vies humaines. D'aucuns ont indiqué au cours de nos débats que pareilles mesures dépassaient la compétence du Conseil de sécurité et qu'il s'agissait là d'une affaire purement intérieure. Ma délégation récuse cet argument, et je suis heureux que la résolution indique clairement que ce n'est pas le cas. Pour commencer, le paragraphe 7 de l'Article 2 - partie essentielle de la Charte - ne s'applique pas à des questions qui, d'après la Charte, ne sont pas essentiellement nationales, et nous avons souvent vu les droits de l'homme - en Afrique du Sud, par exemple - classés dans cette catégorie. Quoi qu'il en soit, les lettres turque et iranienne au Conseil indiquent clairement qu'il existe une réelle menace à la paix et à la sécurité internationales. L'énorme courant de réfugiés déstabilise l'ensemble de la région.

Sir David Hannay (Royaume-Uni)

Troisièmement, l'Iraq a contracté l'obligation internationale, en vertu de l'article 3 des Conventions de Genève de 1949, de protéger, en cas de conflit armé interne, tous les civils innocents de tous actes de violence. Tout cela justifie pleinement les mesures prises par le Conseil de sécurité. Les problèmes humanitaires à résoudre sont immenses, et nous nous félicitons sincèrement de l'initiative du Secrétaire général qui a, en effet, l'intention de lancer, le 8 avril, un appel général à l'aide. Nous espérons que cet appel mobilisera les activités de toutes les institutions spécialisées des Nations Unies. Nous avons besoin d'un effort d'aide massif, mais nous avons également besoin d'un effort bien ciblé et bien coordonné.

Pour notre part, nous avons déjà annoncé une contribution bilatérale et multilatérale de 20 millions de livres en réponse à cet appel pour soulager les souffrances de la population kurde et pour satisfaire d'autres besoins d'ordre humanitaire du peuple iraquien. Cette contribution s'ajoute à celle d'un million de livres annoncée hier pour l'envoi par avion de couvertures et de tentes à la Turquie et à celle de 2,5 millions de livres au Comité international de la Croix-Rouge annoncée précédemment.

Cet effort humanitaire international énorme est certes essentiel, mais il ne doit pas cacher à qui incombe, au premier chef, la responsabilité de cette tragédie humaine. Elle incombe incontestablement au Gouvernement iraquien, dont la brutalité à l'égard de sa propre population n'a d'égale que ses actes agressifs contre ses voisins et son mépris du droit international et de toutes les normes de comportement civilisé. Face à un gouvernement qui a impitoyablement gazé un grand nombre de ses compatriotes il y a deux ans, il n'est pas étonnant que les Kurdes, horrifiés, fuient le pays par centaines de milliers.

J'ai dit il y a quelques jours que mon gouvernement voyait difficilement comment l'Iraq pouvait espérer retrouver sa place dans la communauté des nations civilisées tant que Saddam Hussein et ses acolytes resteront au pouvoir. Rien ne s'est passé depuis qui nous a encouragés à changer d'avis.

Le PRESIDENT : Je voudrais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Belgique.

Mon gouvernement a manifesté, dès le début de cette semaine, une extrême préoccupation devant la politique de répression aveugle et systématique dont est

Le Président

victime la population civile iraquienne dans certaines régions de ce pays et, particulièrement, dans les zones de peuplement kurde. La Belgique dénonce ces actions avec la plus grande fermeté.

Cette politique de répression dans certaines régions de l'Iraq a provoqué d'importants déplacements de populations en direction des pays voisins de l'Iraq. L'ampleur de ces exodes, le dénuement des réfugiés, l'importance de leurs besoins de toute nature créent aux frontières de ces Etats des situations extrêmement critiques. En outre, cette politique de répression a déjà engendré de sérieux incidents frontaliers.

La paix et la sécurité internationales s'en trouvent en conséquence menacées. Le Conseil se devait donc de répondre à l'initiative des auteurs de la résolution qui vient de lui être soumise et que la Belgique coparraine.

Pour la Belgique, ce soutien est en effet justifié par des considérations tout à fait spécifiques, liées à une situation exceptionnellement grave menaçant la paix et la sécurité dans la région.

En s'associant à la condamnation de la répression en Iraq et, notamment, dans les régions kurdes, mon pays entend, de plus, faire respecter les principes les plus élémentaires du droit humanitaire ainsi que les droits de l'homme. Les dispositions pertinentes des Conventions de Genève auxquelles l'Iraq est partie lui imposent, en cas de conflit armé interne, de respecter les populations civiles et de les traiter avec humanité. Toutes les informations dont nous disposons nous amènent à conclure que l'Iraq refuse délibérément de se plier à ces obligations juridiques internationales essentielles. Mon pays soutient pleinement le Conseil qui exige que l'Iraq mette immédiatement fin à la répression en cours.

Ma délégation rappelle donc aux autorités irakiennes leurs obligations internationales et leurs engagements antérieurs aux termes desquels elles se doivent d'accorder aux organisations humanitaires un accès immédiat et sans entrave à ces populations en détresse sur toute l'étendue de leur territoire.

Par ailleurs, le Gouvernement belge appelle instamment les dirigeants irakiens à établir sans tarder un dialogue politique avec l'ensemble des composantes du peuple irakien et, notamment, avec les représentants de la population kurde d'Iraq, en vue d'assurer à l'ensemble de la population iraquienne le libre exercice de ses droits civils et politiques ainsi que le respect des droits de l'homme et ce, en réaffirmant le principe de l'intégrité territoriale de l'Iraq et des autres Etats de la région.

Le Président

Enfin, mon pays s'associe à l'effort engagé par la communauté internationale pour venir en aide aux victimes de la répression et prend les dispositions voulues pour y participer concrètement.

Le Conseil va maintenant entendre d'autres déclarations.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Italie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. SCIALOJA (Italie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de dire que nous nous félicitons de vous voir présider les travaux du Conseil de sécurité pendant le mois d'avril. Nous sommes certains que, grâce à votre vaste expérience et à votre grand talent, vous saurez diriger les travaux du Conseil au mieux des intérêts de l'Organisation des Nations Unies et de l'ensemble de la communauté internationale.

Permettez-moi également de remercier l'Ambassadeur Hohenfellner, Représentant permanent de l'Autriche, qui a présidé de manière remarquable les travaux du Conseil au cours du mois de mars.

Je tiens en outre à souhaiter chaleureusement la bienvenue au Conseil à l'Ambassadeur Bechio, Représentant permanent de la Côte d'Ivoire.

Je prends la parole pour exprimer la profonde préoccupation du Gouvernement italien face à la cruauté des actes de répression perpétrés par le Gouvernement de Bagdad contre sa population civile dans de nombreuses régions de l'Iraq, y compris dans les régions peuplées par des Kurdes, où des centaines de milliers de réfugiés se sont rassemblés près des frontières qui séparent l'Iraq de la Turquie et de l'Iran. La Communauté européenne et ses Etats membres ont fermement condamné cette répression brutale qui est source de graves tensions le long des frontières, et qui menace en outre la paix et la sécurité internationales.

Le Gouvernement italien espère sincèrement que le Gouvernement iraquien mettra rapidement fin à cette persécution et entamera un processus de démocratisation en ouvrant un dialogue constructif avec toutes les composantes de la population iraquienne qui aboutira à la création d'une société juste fondée sur le plein respect des droits de l'homme et des libertés civiles et politiques.

Pour toutes ces raisons, l'Italie partage pleinement les préoccupations exprimées par les membres du Conseil de sécurité et par les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies à propos de la situation tragique des réfugiés kurdes, et se félicite de la résolution que le Conseil de sécurité vient

M. Scialoja (Italie)

d'adopter. Nous attendons du Gouvernement iraquien qu'il se conforme immédiatement aux dispositions de cette résolution en mettant immédiatement fin à ses agissements illicites. En outre, nous exprimons notre conviction que le Secrétaire général fera tout son possible pour que les réfugiés reçoivent l'aide qui leur est indispensable pour satisfaire leurs besoins essentiels.

Le Gouvernement italien a décidé d'offrir, sur une base bilatérale, une assistance humanitaire aux populations déplacées et de fournir une aide d'urgence à la Turquie et à l'Iran afin de leur permettre de résoudre les énormes problèmes que va leur poser l'afflux massif de centaines de milliers de réfugiés sur leur sol. Une mission technique chargée d'évaluer ces besoins est déjà en route.

M. Scialoja (Italie)

Nous espérons sincèrement qu'une action concertée de la part de la communauté internationale convaincra le Gouvernement iraquien de la nécessité de résoudre démocratiquement tout problème, afin d'éliminer les tensions dans une région qui est d'une importance considérable pour la paix et la sécurité internationales. A cet égard, le Gouvernement italien exprime sa satisfaction devant la décision du Gouvernement iraquien de recevoir la mission prévue au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 688 (1991).

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Italie pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Allemagne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. RANTZAU (Allemagne) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole au Conseil sous votre présidence, je voudrais, à l'instar de mes collègues, vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Comme tout le monde, je suis certain que votre expérience professionnelle et vos remarquables qualités personnelles seront grandement bénéfiques à cet organe dans l'accomplissement de ses importantes responsabilités.

Je tiens également à remercier le Représentant permanent de l'Autriche, l'Ambassadeur Hohenfellner, pour la façon remarquable dont il a dirigé le Conseil au cours du mois de mars.

L'Allemagne suit avec la plus grande inquiétude l'évolution récente de la situation en Iraq. Le recours brutal aux armes et à d'autres agents de destruction contre la minorité kurde et d'autres segments de la population iraquienne, et l'exode massif qu'il a entraîné, recèle le danger d'un génocide. Après les horribles crimes de 1988, une fois encore les droits de l'homme sont violés de façon flagrante. La paix et la sécurité internationales sont en danger. Les Nations Unies et notamment le Conseil de sécurité sont appelés à prendre immédiatement les mesures appropriées.

En 1988, l'Allemagne s'est portée coauteur de la résolution 620 (1988) du Conseil de sécurité, qui condamnait l'utilisation des armes chimiques et biologiques dans la guerre entre l'Iraq et l'Iran. Elle a également demandé au Secrétaire général des Nations Unies de lancer une enquête immédiate chaque fois

M. Rantzau (Allemagne)

que l'on soupçonne l'utilisation de telles armes, même à l'intérieur des frontières d'un pays. Déjà alors, mon gouvernement était profondément préoccupé du traitement cruel infligé à la minorité kurde en Iraq.

Avec la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité s'est fixé pour objectif de rétablir la paix et la sécurité dans la région. Les efforts déployés à cette fin par le Conseil de sécurité ne seront couronnés de succès que si la paix est également assurée à l'intérieur de l'Iraq.

La communauté internationale a le droit légitime de demander le respect des droits de l'homme. Cela signifie qu'aucun groupe ethnique ou religieux ne peut faire l'objet de persécutions ou de discrimination. Lorsqu'une minorité nationale se trouve constamment dans une situation où elle est obligée de lutter pour ses droits et doit par conséquent faire de grands sacrifices et endurer de grandes souffrances, cela prouve que ses revendications légitimes sont brutalement foulées au pied par les dirigeants du pays. Les mesures répressives de l'armée iraquienne sont d'une cruauté indescriptible : on rase des villages, on tire sur les gens et on bombarde la population civile.

La communauté internationale doit déployer tous les efforts appropriés pour convaincre le Gouvernement iraquien d'entamer des négociations avec les représentants de la minorité kurde et d'accorder à ce peuple fier et brave un statut qui réponde à ses espoirs et ses aspirations. Cela ne devrait pas porter atteinte ni mettre en danger l'intégrité de l'Etat iraquien. Mon gouvernement se félicite du fait que le Conseil de sécurité a maintenant donné suite à sa résolution 687 (1991) sur le cessez-le-feu en demandant d'urgence à l'Iraq de mettre fin immédiatement aux persécutions de la minorité kurde et d'autres segments de la population. Mon gouvernement estime également qu'il faut assurer leur retour dans leurs foyers sous la supervision des Nations Unies.

La communauté internationale a la responsabilité de garantir le respect des droits de l'homme de tous les Iraquiens, et de toutes les communautés ethniques et religieuses, y compris les Kurdes. La persécution de ce groupe ethnique et la répression armée dont il fait l'objet doivent cesser. Il ne doit faire l'objet d'aucun châtement. Les Kurdes doivent jouir des droits qui leur avaient été promis il y a bien des années et auxquels tous les Iraquiens ont droit. C'est dans l'intérêt du Gouvernement iraquien, dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité dans la région, et particulièrement dans l'intérêt de ces êtres humains désespérés qu'il convient de rétablir la paix à l'intérieur de l'Iraq.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Allemagne pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant du Luxembourg. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. FEYDER (Luxembourg) : Monsieur le Président, représentant un pays lié au vôtre par des liens d'amitié profonds et nombreux, j'éprouve un plaisir tout particulier en m'adressant à vous pour vous présenter tout d'abord mes plus vives félicitations pour votre accession au poste de Président du Conseil de sécurité. Je me joins également aux remerciements que vous avez adressés avant-hier à l'Ambassadeur Hohenfellner, de l'Autriche.

Le Gouvernement luxembourgeois est alarmé et profondément préoccupé par ce qui se passe actuellement en Iraq et aux frontières de l'Iraq. Des centaines de milliers de citoyens iraquiens, notamment chiites et kurdes, sont en train de fuir devant la répression sanglante et impitoyable qu'exerce contre eux l'armée du Gouvernement iraquien. Ce qui est absolument choquant et contraire aux normes du droit international, c'est que des soldats tirent sur des civils innocents et sans défense, détruisent des maisons et des hôpitaux, harcèlent et tuent des populations en fuite. Nous considérons qu'il s'agit là d'une violation flagrante des principes du droit humanitaire tels qu'établis par les Conventions de Genève. Nous sommes également en train d'assister à des violations massives et tragiques des droits de l'homme, de tous ces hommes, femmes et enfants contraints ainsi d'abandonner leur maison et leur foyer et de se précipiter vers une destinée inconnue.

Les informations que nous fournissent les gouvernements concernés et les médias montrent clairement aussi que ce problème est devenu un problème international. Les réfugiés, et en particulier les Kurdes du nord du pays, souhaitent quitter le pays pour rejoindre les pays voisins, la Turquie et l'Iran. Certains y sont parvenus, d'autres se pressent à la frontière pour y arriver. Un problème immense se pose aux gouvernements de ces pays. Une région entière se trouve sous la menace de la déstabilisation qui en affecte la paix et la sécurité. Nous sommes tous appelés à faire preuve de sensibilité et de solidarité à l'égard des populations qui connaissent ainsi un nouveau calvaire après celui qui leur a été imposé à la suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

M. Feyder (Luxembourg)

Ensemble avec ses partenaires de la Communauté européenne, mon gouvernement a condamné la répression brutale qui s'abat sur ces populations civiles, notamment kurdes et chiites, en provoquant l'afflux de réfugiés que je viens de décrire.

La Communauté et ses 12 Etats membres en appellent aux autorités irakiennes pour qu'elles mettent fin sans délai à cette répression qui, dans le passé, a déjà durement frappé la population kurde.

Ils considèrent que seule la voie du dialogue avec l'ensemble des parties en présence permettra de préfigurer le renouveau d'un Etat irakien uni, légitime, respectueux des populations qui le composent.

C'est pour ces raisons qu'il a été impérieux que le Conseil de sécurité ait pu agir et prendre une décision claire et non ambiguë sur le projet de résolution qui lui a été soumis à l'initiative de la délégation française. Mon gouvernement se félicite de l'adoption, il y a quelques instants, de cette résolution. Le Conseil a ainsi su assumer ses responsabilités devant la situation dramatique dans laquelle se trouve la population de l'Iraq et face aux problèmes de frontière qui se posent. Je remercie toutes les délégations qui se sont montrées sensibles à l'égard de la coopération que j'ai eu l'occasion de mener avec elles ces derniers jours.

Mon gouvernement souhaite que tous les moyens nationaux et internationaux possibles soient mobilisés pour venir en aide aux populations en détresse. Une importance particulière revient à cet égard à l'action à mener par notre organisation, ses institutions spécialisées et par notre Secrétaire général.

Une aide d'urgence sera décidée et mise en oeuvre dans les prochains jours par la Commission de la Communauté européenne.

Quel que soit l'avenir de l'Iraq, le Gouvernement luxembourgeois considère que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Iraq et de tous les Etats de la zone doivent être respectées. Nous sommes tous d'accord aussi pour souligner que c'est aux Iraquiens seuls qu'il appartient de déterminer leur destin futur.

Au mois de novembre dernier, certains membres non alignés de ce conseil nous avaient saisis d'un projet de résolution dans lequel ils avaient notamment exprimé l'espoir que les gouvernements de la région, et notamment celui de l'Iraq, prendraient des mesures appropriées et effectives pour renforcer leurs institutions et pratiques démocratiques. Les voix irakiennes sont de plus en plus nombreuses

M. Feyder (Luxembourg)

qui s'élèvent à l'extérieur et à l'intérieur de l'Iraq et qui demandent la mise en place d'un système politique démocratique et pluraliste, respectueux des droits de l'homme.

Nous devons tous nous demander si ce n'est pas là la voie à suivre sans tarder pour mettre la population de l'Iraq en mesure de s'exprimer et pour contribuer ainsi à établir une véritable paix dans ce pays.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Luxembourg des propos aimables qu'il m'a adressés.

L'orateur suivant est le représentant du Danemark. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MORTENSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je serai aussi bref que possible, mais permettez-moi de m'associer à mes collègues pour vous dire combien ma délégation se réjouit de vous voir présider les travaux de notre conseil.

Aujourd'hui, le monde assiste une fois de plus à des violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Gouvernement danois a fermement condamné la répression brutale et les souffrances auxquelles est soumise la population civile en Iraq, et en particulier les Kurdes et les chiites.

L'Iraq doit mettre immédiatement fin à ces atrocités et entamer un dialogue ouvert pour assurer le plein respect des droits de l'homme de tous les citoyens iraqiens. A cet égard, nous notons le désir des dirigeants kurdes de préserver l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Iraq. La tragédie humaine qui se déroule en Iraq à la suite des actions brutales et sanglantes contre les civils est à l'origine d'un afflux de réfugiés vers les pays voisins de l'Iraq.

Compte tenu de l'ampleur des souffrances humaines et des problèmes transfrontières qu'elles entraînent, il est naturel que la communauté internationale se saisisse de la question et que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires. C'est pourquoi le Danemark se félicite de l'adoption de la résolution 688 (1991).

La communauté internationale doit apporter une aide pour alléger les souffrances des Kurdes et des autres personnes en fuite devant les combats et les carnages en Iraq.

M. Eliasson (Suède)

Une paix et une stabilité régionales durables exigent le respect des droits de l'homme et un traitement acceptable des groupes minoritaires. Une solution aux problèmes internes de l'Iraq ne peut être obtenue que par le dialogue et un processus politique. La violence contre une population civile sans défense ne peut jamais être justifiée. Plutôt que d'utiliser ce qui lui reste de sa force militaire contre l'opposition, le Gouvernement iraquien doit négocier avec les groupes qui s'opposent à lui.

Les Kurdes en Iraq doivent être en mesure d'exercer leurs droits inaliénables en tant que groupe minoritaire. Ils doivent avoir la possibilité d'exprimer librement leur identité dans le cadre de l'Etat iraquien et conformément à leurs propres aspirations.

Une action concertée est nécessaire pour apporter une aide humanitaire à la population civile souffrante dans la région habitée par la population kurde et dans d'autres régions de l'Iraq. Nous félicitons le Secrétaire général pour ses efforts visant la préparation d'un programme coordonné d'aide d'urgence à l'Iraq. Un tel programme doit reposer sur des principes et critères établis d'aide humanitaire, et être conçu pour atteindre la population touchée dans toutes les régions sinistrées, y compris les régions habitées par la population kurde. Nous devons également trouver les moyens de nous occuper des nombreuses personnes déplacées en Iraq.

Il est tout aussi important pour les Nations Unies de s'occuper du problème rapidement croissant des réfugiés dans les zones frontalières entre l'Iraq et la Turquie et entre l'Iraq et l'Iran. La capacité d'absorption, longtemps mise à l'épreuve, de ces deux voisins de l'Iraq n'est clairement pas adéquate et doit être renforcée par l'aide internationale.

Conformément à ses traditions, la Suède est prête à poursuivre ses contributions aux efforts internationaux en vue de soulager les souffrances des civils en Iraq et des nombreux réfugiés hors des frontières iraquiennes.

Pour terminer, permettez-moi de dire que nous faisons face aujourd'hui non seulement à un problème humanitaire urgent, mais aussi à un défi pour les Nations Unies et pour leur statut d'organisation qui édifie la paix pour l'avenir et améliore la condition de l'homme.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suède pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant des Pays-Bas. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil.

M. Hayes (Irlande)

La résolution qui vient d'être adoptée le dit clairement. En même temps, le respect de l'intégrité territoriale de l'Iraq ne diminue en rien son obligation d'entamer le dialogue pour assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques des Kurdes et des chiites à l'intérieur de l'Iraq.

Le **PRESIDENT** : Je remercie le représentant de l'Irlande pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Espagne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil.

M. VIQUEIRA (Espagne) (interprétation de l'espagnol) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de m'associer aux félicitations exprimées par les orateurs précédents pour votre accession à la présidence de cet important organe.

Sur instruction de mon gouvernement, j'ai demandé la parole pour exprimer devant le Conseil l'appui total de l'Espagne à la résolution 688 (1991), qui vient d'être adoptée.

Mon pays a observé avec une profonde préoccupation la répression brutale exercée par les autorités iraqiennes contre leur propre population civile, en particulier contre les populations kurde et chiite, et a constaté avec inquiétude les conséquences qu'elle peut avoir sur la paix et la sécurité dans la région. Outre la grande ampleur des souffrances et des pertes en vies humaines, cette répression a engendré un problème de personnes déplacées et réfugiées aux proportions dantesques qui a ému l'opinion publique mondiale, et particulièrement l'opinion espagnole, et a incité de nombreux Etats Membres de cette organisation à présenter une initiative qui s'est traduite par la résolution qui vient d'être adoptée.

L'Espagne s'associe à la communauté internationale pour condamner fermement la violation systématique des droits de l'homme commise par les autorités iraqiennes contre leur propre population civile et exige aussi la fin immédiate de telles pratiques inhumaines ainsi que le respect des droits humains et politiques de tous les citoyens iraqiens.

Pour terminer, mon gouvernement est disposé à coopérer pleinement avec le Secrétaire général et cette organisation dans tous leurs efforts destinés à soulager les souffrances de la population civile iraquienne.

Le **PRESIDENT** : Je remercie le représentant de l'Espagne pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

J'invite maintenant le représentant de la Suède à prendre place à la table du Conseil.

M. ELIASSON (Suède) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que le Conseil de sécurité pour votre accession à la présidence du Conseil. Nous avons beaucoup de respect pour votre compétence professionnelle et pour l'attachement ferme de votre pays à la Charte.

Nous félicitons aussi notre collègue et ami, l'Ambassadeur Hohenfellner, pour la sagesse et l'habileté avec lesquelles il a dirigé les travaux du Conseil en mars dernier.

Je m'associe également à d'autres collègues pour souhaiter la bienvenue au nouveau Représentant permanent de la Côte d'Ivoire dans cet important organe.

Un grand nombre de personnes en Suède, dont beaucoup sont des immigrants récents en provenance du Moyen-Orient, observent avec tristesse et inquiétude les événements qui se déroulent actuellement en Iraq, à la suite de l'action menée pour la libération du Koweït. La crédibilité des Nations Unies exige que l'Organisation assume ses responsabilités également devant les événements qui se déroulent suite aux mesures autorisées par le Conseil de sécurité, surtout que ces événements causent des souffrances à un grand nombre de personnes innocentes.

La violente répression exercée par les dirigeants irakiens contre les forces d'opposition dans diverses régions de l'Iraq - dans le Sud et, plus récemment, dans les régions habitées par les Kurdes - a brutalement touché la population civile. La situation désespérée de milliers de civils qui tentent de trouver refuge dans les pays voisins est effroyable. Ces personnes ont besoin d'une aide urgente de la communauté internationale dans son ensemble.

L'ampleur des souffrances des réfugiés irakiens a déjà eu des conséquences internationales au-delà des frontières de l'Iraq. Les événements en Iraq ont un effet direct sur la paix et la stabilité futures de la région dans son ensemble. Cette paix et cette stabilité ont été l'objectif formulé par les résolutions du Conseil de sécurité. C'est pourquoi une réaction internationale par l'intermédiaire du Conseil de sécurité est réellement légitime et opportune dans une perspective tant politique qu'humanitaire. A notre avis, cela ne diminue en rien la validité et l'importance du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte.

M. Eliasson (Suède)

Une paix et une stabilité régionales durables exigent le respect des droits de l'homme et un traitement acceptable des groupes minoritaires. Une solution aux problèmes internes de l'Iraq ne peut être obtenue que par le dialogue et un processus politique. La violence contre une population civile sans défense ne peut jamais être justifiée. Plutôt que d'utiliser ce qui lui reste de sa force militaire contre l'opposition, le Gouvernement iraquien doit négocier avec les groupes qui s'opposent à lui.

Les Kurdes en Iraq doivent être en mesure d'exercer leurs droits inaliénables en tant que groupe minoritaire. Ils doivent avoir la possibilité d'exprimer librement leur identité dans le cadre de l'Etat iraquien et conformément à leurs propres aspirations.

Une action concertée est nécessaire pour apporter une aide humanitaire à la population civile souffrante dans la région habitée par la population kurde et dans d'autres régions de l'Iraq. Nous félicitons le Secrétaire général pour ses efforts visant la préparation d'un programme coordonné d'aide d'urgence à l'Iraq. Un tel programme doit reposer sur des principes et critères établis d'aide humanitaire, et être conçu pour atteindre la population touchée dans toutes les régions sinistrées, y compris les régions habitées par la population kurde. Nous devons également trouver les moyens de nous occuper des nombreuses personnes déplacées en Iraq.

Il est tout aussi important pour les Nations Unies de s'occuper du problème rapidement croissant des réfugiés dans les zones frontalières entre l'Iraq et la Turquie et entre l'Iraq et l'Iran. La capacité d'absorption, longtemps mise à l'épreuve, de ces deux voisins de l'Iraq n'est clairement pas adéquate et doit être renforcée par l'aide internationale.

Conformément à ses traditions, la Suède est prête à poursuivre ses contributions aux efforts internationaux en vue de soulager les souffrances des civils en Iraq et des nombreux réfugiés hors des frontières iraquiennes.

Pour terminer, permettez-moi de dire que nous faisons face aujourd'hui non seulement à un problème humanitaire urgent, mais aussi à un défi pour les Nations Unies et pour leur statut d'organisation qui édifie la paix pour l'avenir et améliore la condition de l'homme.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suède pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant des Pays-Bas. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil.

M. VAN SCHAİK (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de vous voir, Monsieur le Président, en tant que collègue du BENELUX, à la présidence. Je suis convaincu que la présidence ne saurait être en de meilleures mains.

Je souhaite également m'associer à d'autres collègues pour remercier l'Ambassadeur Hohenfellner pour l'excellente manière dont il a présidé le Conseil le mois dernier.

Je veux souhaiter la bienvenue à notre collègue, le nouvel Ambassadeur de la Côte d'Ivoire, M. Jean-Jacques Bechio.

M. Van Schaik (Pays-Bas)

A l'instar des orateurs qui m'ont précédé, je tiens à exprimer la sérieuse préoccupation ressentie par mon gouvernement face à la répression exercée contre la population civile iraquienne, y compris, tout récemment, dans les régions peuplées par les Kurdes. Le fait que j'aie demandé à intervenir pour parler de cette question très grave témoigne de la préoccupation profonde que cette situation inspire à mon gouvernement. Le peuple néerlandais est profondément troublé, pour des raisons humanitaires évidentes. Nous sommes également inquiets des conséquences graves que cela entraîne pour la paix et la sécurité internationales dans la région. Nous insistons pour que l'Iraq respecte les engagements qu'il a pris en vertu des instruments internationaux de respecter les libertés et les droits fondamentaux de ses citoyens.

Nous appuyons pleinement cette initiative, et mon gouvernement souscrit à la résolution qui vient d'être adoptée. L'opinion publique dans son ensemble n'aurait pas compris la façon d'agir du Conseil si, après les 14 résolutions qui ont été adoptées sur la situation dans la région, ce dernier était demeuré silencieux sur cette question.

Le représentant du Luxembourg, l'Ambassadeur Feyder, a rappelé la déclaration faite par la Communauté européenne et ses Etats membres, dans laquelle ils ont fait état de leur profonde préoccupation face à la situation où se trouve la population civile iraquienne. Il est certain que nous condamnons fermement la répression brutale imposée à ces groupes de population.

Nous tenons également à attirer l'attention sur les conséquences de l'afflux massif de réfugiés et de personnes déplacées vers les pays voisins. Nous attendons avec intérêt toute mesure que prendra le Secrétaire général pour poursuivre ses efforts humanitaires en faveur des victimes de la répression. Nous espérons que les Etats Membres apporteront une contribution importante aux organisations humanitaires afin de soulager les souffrances du peuple iraquien, qui se trouve dans une situation insupportable à la suite de ces événements. Les Pays-Bas sont prêts à partager la responsabilité assumée par la communauté internationale dans les efforts humanitaires qu'elle déploie pour créer les conditions d'un retour à la vie civilisée au profit du peuple iraquien.

Nous demandons instamment à l'Iraq d'engager le dialogue afin d'assurer que les droits humains et politiques de sa population soient pleinement respectés.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Pays-Bas des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant du Portugal. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. DA COSTA PEREIRA (Portugal) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité et de vous exprimer nos meilleurs vœux de succès dans vos travaux durant ce mois.

J'aimerais également dire combien nous apprécions le travail réalisé par l'Ambassadeur Hohenfellner durant sa présidence du Conseil le mois dernier ainsi que la manière dont il s'est acquitté de sa tâche.

Je souhaite également souhaiter la bienvenue au nouveau Représentant permanent de la Côte d'Ivoire.

Le Portugal suit avec une vive préoccupation la grave situation existant le long des frontières de l'Iraq avec la Turquie et l'Iran. Avec les autres membres de la Communauté européenne, mon pays condamne fermement la répression de la population civile dans plusieurs parties de l'Iraq, répression qui constitue une violation brutale des droits fondamentaux de l'homme.

Nous pensons que seul un dialogue avec toutes les parties intéressées peut permettre de façonner un nouvel Iraq, uni et respectueux des droits et aspirations légitimes des groupes de population de ce pays.

Le Gouvernement portugais appuie pleinement la résolution que le Conseil vient d'adopter et espère que la détérioration actuelle de la situation prendra rapidement fin afin d'éviter de nouvelles pertes de vies d'êtres humains innocents.

Nous espérons vivement que les efforts d'aide humanitaire qui doivent être entrepris sous les auspices du Secrétaire général permettront de soulager les souffrances et les besoins critiques des réfugiés et de la population iraquienne déplacée.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Portugal des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Norvège. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. HUSLID (Norvège) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire à quel point ma délégation est heureuse de vous voir présider le Conseil de sécurité.

M. Huslid (Norvège)

Le comportement et les actes des autorités iraqiennes, dont leur propre population n'est pas la moindre victime, suscitent depuis déjà pas mal de temps une grave préoccupation. A cet égard, nous nous souvenons tous avec horreur de l'attaque contre l'Iran, des purges dont Bagdad a été le théâtre et particulièrement de l'utilisation choquante de gaz contre la population kurde civile. Récemment, nous avons assisté à l'invasion non provoquée et à l'occupation du Koweït pacifique, situation à laquelle la communauté internationale, sous les auspices du Conseil de sécurité, a réussi, grâce à un effort conjoint considérable, à mettre fin il y a seulement quelques semaines.

Cependant, cette guerre n'était pas plutôt finie que nous assistions aux attaques destructrices menées contre la population et les villes des communautés chiites du sud de l'Iraq. C'est maintenant le tour des Kurdes et d'autres minorités de l'Est et du Nord.

Le monde ne peut assister sans rien dire à cette situation et permettre qu'elle continue. Il faut faire comprendre au régime iraquien que ses actes sont totalement inacceptables, répréhensibles et en fait immoraux.

C'est pour ces raisons que le Gouvernement norvégien condamne les actes perpétrés contre la population kurde et d'autres groupes, en violation des normes internationalement acceptées en matière de droits de l'homme et de comportement. Nous en appelons aux autorités iraqiennes pour qu'elles mettent fin immédiatement à ces actes.

Nous nous joignons à ceux qui ont demandé qu'une aide humanitaire internationale concertée soit fournie aux réfugiés kurdes et autres victimes de la répression infligée par les autorités iraqiennes.

Enfin, nous exprimons l'espoir que la communauté internationale dans son ensemble assumera sa responsabilité conjointe dans tous ces domaines. Au nom du Gouvernement norvégien, je promets notre plein appui à tous les efforts destinés à répondre aux besoins des réfugiés. La Norvège a déjà apporté un appui à l'action humanitaire réalisée dans ce domaine, notamment en versant récemment une contribution en espèces de 10 millions de couronnes norvégiennes, soit environ 1,5 million de dollars. Nous sommes prêts à fournir une aide supplémentaire en cette heure particulièrement critique.

Au nom de la Norvège, je tiens à donner notre appui à la résolution que le Conseil vient d'adopter.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Norvège des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Je voudrais informer les membres du Conseil que je viens de recevoir des représentants du Canada et de la Grèce des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur le point inscrit à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Comme il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Fortier (Canada) et M. Exarchos (Grèce) occupent les places qui leur sont réservées sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Canada. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. FORTIER (Canada) : Il se fait tard, Monsieur le Président, vous avez faim, et je serai bref.

Donc, tout d'abord, mes félicitations, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil, nos remerciements à l'Ambassadeur de l'Autriche pour sa présidence durant le mois de mars, et bienvenue au nouvel Ambassadeur de la Côte d'Ivoire.

(L'orateur poursuit en anglais)

Le Canada continue d'être profondément troublé par les souffrances du peuple iraquien à la suite de la répression brutale exercée par les autorités irakiennes contre leur population civile. Le Gouvernement canadien a demandé à l'Iraq de s'abstenir de toute action qui exacerberait les souffrances de civils irakiens.

Malheureusement, ces souffrances se poursuivent et elles s'accroissent. Il y a eu un mouvement massif de civils fuyant les zones de combat et se dirigeant vers les frontières internationales pour les traverser. Comme la résolution qui vient d'être adoptée par le Conseil de sécurité l'indique très clairement, ces mouvements, combinés avec les incursions transfrontières, représentent une menace claire à la paix et à la sécurité internationales dans la région. Voilà pourquoi, de l'avis de mon gouvernement, il était normal et conforme au mandat du Conseil de sécurité d'agir comme il l'a fait sur cette question.

M. Fortier (Canada)

Entre-temps, malheureusement, les souffrances des civils innocents en Iraq se poursuivent. Le Canada demeure en contact constant avec les organisations humanitaires, dont la Croix-Rouge et l'Organisation des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. Cet après-midi, à Ottawa, le Gouvernement canadien a annoncé une première contribution de 3,3 millions de dollars à ces organisations et autres pour aider à répondre aux besoins essentiels des personnes déplacées tant à l'intérieur de l'Iraq que dans les pays voisins.

Mais l'argent seul ne mettra pas fin aux souffrances. Le seul moyen d'y parvenir est d'assurer que l'Iraq accorde sa pleine coopération aux organisations humanitaires internationales, qu'il facilite leurs travaux et qu'il respecte pleinement les droits politiques et humains de tous les citoyens irakiens, sans plus tarder.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Canada des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Le dernier orateur est le représentant de la Grèce. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. EXARCHOS (Grèce) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession aux fonctions de président du Conseil de sécurité pour le mois d'avril et de vous assurer de notre confiance dans le succès de votre tâche, compte tenu de vos talents professionnels bien connus. Je voudrais également remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de l'Autriche, pour la façon talentueuse dont il s'est acquitté de sa tâche pendant le mois de mars.

Le 28 mars 1991, mon gouvernement a exprimé sa grave inquiétude et ses profonds regrets face aux récents événements survenus en Iraq ainsi qu'à l'utilisation prétendue de la violence contre les régions habitées par les Kurdes. Cela est conforme à l'opposition ferme de la Grèce au recours à la force, et en particulier aux méthodes militaires, pour résoudre les problèmes internes.

De plus, la Grèce, avec ses partenaires de la Communauté européenne, a condamné ces pratiques et a demandé aux autorités irakiennes de mettre fin sans plus tarder à la répression et à s'engager sur la voie du dialogue. Nous croyons fermement que ces problèmes ne peuvent être résolus que par le dialogue et dans le plein respect de l'intégrité territoriale et de l'unité de l'Iraq.

M. Exarchos (Grèce)

Enfin, pour soulager le sort des populations affligées de l'Iraq, le Gouvernement grec a décidé hier d'envoyer immédiatement une aide humanitaire aux populations affligées, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge hellénique.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Grèce des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Il n'y a plus d'orateurs. Le Conseil de sécurité a donc achevé, à ce stade, son examen de la question inscrite à l'ordre du jour.

La séance est levée à 20 h 25.